



GENERAL ASSEMBLY OF NIAMEY
Invigorated Partnership
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NIAMEY
Le Partenariat revigoré

A new technical committee installed
Un nouveau comité technique en place



IN THIS SPECIAL ISSUE
The interview of the new Chair of WAWP
DANS CE NUMÉRO SPECIAL
L'interview du nouveau Président du WAWP



CWP MEETING / RÉUNION DES PNE
The new trend / Le nouvel élan

Editorial / Editor's Word **3**

PNE/CWP **4**

PNE : autonomie dans la complémentarité avec l'Etat
CWP: autonomous but complementing the State

BÉNIN
M. André Toupé, vice-président du Partenariat National de l'Eau (PNE) du Benin
Mr. André Toupé, vice-chairperson of Benin Country Water Partnership (CWP)

BURKINA FASO

MALI
Housseini Maiga, Président du PNE
Housseini Maiga, CWP-chair

NIGERIA
Dr. Emmanuel A- Adeyemo Président, CWP
Dr Emmanuel A. Adeyemo Chair, CWP Nigeria

SÉNÉGAL

Invité Spécial / Special Guest **15**

Emilio Gabrielli
 Secrétaire Exécutif du GWP / *Executive Secretary*
Les partenariats du GWP ont un important rôle à jouer dans la promotion des processus de large participation pour renforcer l'appui à ces types de changements

"The GWP partnerships have a strong role to play in promoting the broad participatory processes required to build support for these types of changes".

Assemblée des Partena- naires / **9**

GWP/Afrique de l'Ouest : un Partenariat dynamique et revigoré
GWP/WEST AFRICA: a dynamic invigorated Partnership

IMPRESSION
 « C'était bien, mais il a manqué du temps... »
" It was well , but time was missing. "

Madiodio NIASSE, Président WAWP/Chair
 « Notre sous-région devrait jouer un rôle plus important dans la réflexion générale sur l'eau et le développement »
" Our sub-region should play a more important role in the general reflection on water and development "

Audiences
Le Ministre d'Etat exprime sa satisfaction
The Minister expresses satisfaction

Consolider le Partenariat / Reinforce Partnership **18**

Rui Luis Silva
Coordonnateur Régional UCRE / Regionnal WRCU Secretary
 « En tenant compte des initiatives en cours et en prévision, tous les pays disposeront à brève échéance de leurs Plans d'Actions »
"Taking into account ongoing and planned initiatives, all the countries will have their Action Plans Very soon"

Mohammed Bello TUGA
Secrétaire Exécutif ABN / NBA Executive Secretary
 «Avant 1998, beaucoup de gens ne connaissaient pas l'existence de l'ABN. Aujourd'hui, nous sommes connus dans une certaine mesure»
"Before 1998 many people didn't know the existence of NBA. Today, we are known to some extend"

Document **24**

Statuts du Partenariat Ouest Africain de l'Eau
Statutes establishing the West Africa Water Partnership



Directeur de la publication
Managing Editor
 Madiodio NIASSE

Rédacteur en chef
Chief Editor
 Sidi COULIBALY

Secrétaire de rédaction
Assistant Editor
 S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS

GWP/WAWP secrétariat

S/c CREPA : 03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso
 Tél : (226) 50 36 62 10/12- Fax : (226) 50 36 62 12/08 - E-mail : watac@fasonet.bf

Ont collaboré à ce numéro/ Collaborators
D. Mogbanté. A. Traoré

Crédit photos : WAWP, Sidi Coulibaly

Edition / Publication : Studio Yipin Créations
 01 BP 4339 Ouaga 01 - Tél : (226) 50 31 23 20 - BF

Membres du Comité de rédaction / Editorial board

Dagou DIOP N'DIAYE, WETLANDS Int.
Ousséni DIALLO, GREEN CROSS BF
Sidi COULIBALY, GWP/WAWP

Marie Quenum Kangambega, CREPA
Jérôme THIOMBIANO, Personne ressource



Chers partenaires et lecteurs de Running Water,

En fin mars dernier, se sont successivement tenues à Niamey la réunion des partenariats nationaux de l'eau (PNE), la réunion du Comité de

Pilotage et enfin l'Assemblée Générale des Partenaires du WAWP. La présente parution de Running Water essaie de rendre compte de ces différentes rencontres. Elles témoignent ainsi de la grande vitalité du WAWP et indiquent aussi que notre partenariat est arrivé à une période charnière de son évolution.

La grande vitalité du WAWP s'est manifestée à Niamey par le nombre et la qualité des participants. Outre la forte représentation des partenariats nationaux, on a enregistré à Niamey la présence d'un grand nombre d'institutions régionales directement ou indirectement actives dans le domaine de l'eau. On mentionnera au passage le CREPA, le CILSS, la CEDEAO, le Groupe EIER-ETSHER, l'OMVS, l'ABN, la CBLT, l'Autorité du Liptako Gourma, l'IPD/AOS, l'UEMOA, etc. On y a également noté la participation des représentants des administrations publiques de l'eau de certains pays de l'Afrique de l'Ouest, des organisations de la société civile et des institutions nationales de recherche et d'enseignement comme l'Institut National de l'Eau de Kaduna (Nigeria) et l'Université des Sciences et Techniques de Kumasi (Ghana). Le Secrétaire Exécutif du GWP (M. Emilio Gabrielli) et M. Daniel Valensuela (Network officer au GWP) venus de Stockholm ont aussi honoré de leur présence les assises de Niamey et grandement contribué à enrichir les échanges.

Niamey a été aussi l'occasion pour l'Assemblée des Partenaires d'entériner le renouvellement de la Présidence du Partenariat, le recrutement d'un Secrétaire Exécutif et la mise en place d'un Comité Technique (TEC) régional. Des discussions ont aussi été entamées concernant les procédures pour le renouvellement des membres du Comité de Pilotage.

Parmi les thèmes abordés lors des rencontres de Niamey, on peut mentionner : l'état d'avancement de l'agenda de la GIRE dans la région, avec un accent particulier sur les pays où des partenariats nationaux sont mis en place et comment lesdits partenariats ont contribué ou contribuent à la promotion de la GIRE ; le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la GIRE (avec notamment des présentations sur le réseau WANet et sur le Toolbox du GWP) ; la question du genre ; l'accès à l'eau potable et l'assainissement ; la problématique des grands barrages en Afrique de l'Ouest avec une étude de cas sur le projet de barrage de Kandadji ; la GIRE et la gestion transfrontalière des bassins fluviaux, etc.. Par la diversité et la qualité des présentations et discussions, on peut dire que le WAWP a rempli à Niamey une de ses missions essentielles, celle d'être un forum d'échange et de dialogue sur la GIRE et la problématique générale de la gestion de l'eau en Afrique de l'Ouest.

Mais Niamey marque peut-être aussi un tournant dans l'évolution du WAWP. A travers le processus en cours d'élaboration de plans nationaux GIRE au Sénégal, au Mali, au Bénin et au Cap Vert, l'opportunité est offerte à notre partenariat d'aider à mettre en pratique les principes de la GIRE qu'il a toujours promus. Il est vital que le WAWP réussisse avec les pays cette mission. Cela nécessite parfois

que l'on s'organise ou se réorganise en conséquence pour pouvoir réunir et mobiliser les différentes parties intéressées et les expertises disponibles dans le domaine de la gestion des ressources en eau. Il nous faut aussi nouer les alliances nécessaires qu'impose le caractère complexe et multi-sectoriel de la question de l'eau.

Mais il faut aussi dès à présent penser à la mise en œuvre effective des plans nationaux GIRE. Parce qu'en réalité la GIRE on le sait mais on n'y insiste pas souvent n'est pas une fin en soi, mais bien un moyen vers une fin. Et pour réaliser la finalité de la GIRE celle d'assurer la gestion efficiente, durable et équitable des ressources en eau il nous faut mettre en œuvre les plans nationaux GIRE une fois élaborés.

Les défis sont donc là : nous organiser pour aider à l'élaboration puis à la mise en œuvre de plans nationaux GIRE dans le maximum de pays ouest-africains. Ensemble, nous pouvons relever ces défis. En partie parce que le partenariat ouest-africain est un réseau dynamique qui comprend en son sein une expertise de qualité et la plupart des organisations et réseaux des acteurs clé de l'eau que compte l'Afrique de l'Ouest.

Pour cette raison je ne saurais terminer mon propos sans remercier et rendre un hommage mérité à mon prédécesseur, M. Athanase Compaoré qui a présidé le WATAAC devenu par la suite le WAWP qui a germé et enfoncé solidement ses racines en Afrique de l'Ouest.

Madiodio NIASSE
Président GWP/WAWP

Dear Partners and readers of Running Water,

At the end of last March were held successively in Niamey, the meetings of the Country Water Partnerships (CWP), the Steering Committee and the General Assembly of WAWP Partners. This issue of **Running Water** attempts to report on these various meetings. These meetings testify, thus, the great vitality of GWP/West Africa and confirm that our partnership is at a transition period of its evolution.

The great vitality of the WAWP was shown in Niamey through the number and the quality of the participants. In addition to the strong representation of country water partnerships, we could record the presence of a great number of regional institutions directly or indirectly active in the water sector. We can just mention some like CREPA, CILSS, ECOWAS, EIER-ETSHER Group of Colleges, OMVS, NBA, LCBC, Liptako-Gourma Authority, IPD/AOS, WAEMU, etc. We could also distinguish the participation of representatives of public authorities in charge of water of some countries in West Africa, organizations of the civil society and national research and training institutions like the National Water Institute of Kaduna (Nigeria) and the University of Science and Technology of Kumasi (Ghana). The GWP Executive Secretary (Mr. Emilio Gabrielli) and Mr. Daniel Valensuela (Network Officer at the GWP) from Stockholm, also honoured by their presence the meetings of Niamey, and largely contributed in enriching the debates.

Niamey was also the occasion for the Assembly of Partners to confirm the renewal of the Partnership's Chair, the

recruitment of an Executive Secretary and the installation of a regional Technical Committee (TEC). Discussions were also started with regard to the procedures for the renewal of Steering committee members.

Among the matters that were dealt with at the meetings of Niamey, we have: the progress of the IWRM agenda in the region, with a special emphasis on those countries where the country water partnerships are set up and how the aforementioned partnerships have contributed or are contributing in the promotion of IWRM; the capacity building for IWRM implementation (with especially, presentations on WANet and GWP Toolbox) ; the Gender Issue; access to drinking water and sanitation; the issue of big dams in West Africa, with a case study on Kandadji dam project; IWRM and the management of transboundary river basins, etc.. Regarding the diversity and the quality of presentations and discussions, one can say that the WAWP succeeded in Niamey one of its essential missions, that of being a forum for exchange and dialogue on IWRM and the general issue of water management in West Africa.

Nevertheless, Niamey is perhaps also a turning point in the progression of the WAWP. With the ongoing development process of national IWRM plans in Senegal, Mali, Benin and Cap Verde, our partnership is offered an opportunity to assist in the implementation of the IWRM principles, which it has always promoted. It is crucial for the WAWP to succeed this mission with the countries. This requires sometimes that we organise or reorganise ourselves consequently to be able to put together and mobilize the vari-

ous stakeholders and available expertises in the field of water resources management. We should build the needed alliances that the complex and multi-sector nature of water issue imposes on us.

However, we also need now to consider implementing effectively national IWRM plans. Because, IWRM is, actually this is known but not insisted on enough not an end in itself, but just a means towards the end. And to achieve the IWRM target that of ensuring efficient, sustainable and equitable water resources management we need to implement national IWRM plans once they are developed.

So, challenges are there: we must organize ourselves to contribute to the development then to the implementation of national IWRM plans in the greatest number of West African countries. Together, we can take up these challenges. Partly, because the West African Partnership is a dynamic network which involves a quality expertise and the majority of organizations and networks of key water actors in West Africa.

For this reason, I could not finish my delivery without thanking and paying a deserved tribute to my predecessor, Mr. Athanase Compaoré who chaired the WATAAC that became the WAWP which subsequently germinated and firmly deep-rooted in West Africa.

Madiodio NIASSE
GWP/WAWP Chair

PNE : autonomie dans la complémentarité avec l'Etat

Les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis les 29 et 30 mars 2005 en prélude à l'Assemblée Générale des Partenaires du Partenariat Ouest Africain de l'Eau dans la salle Sani Bako du Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération régionale du Niger. Les délégués des sept PNE existant à ce jour ont pris part aux travaux qui ont vu la participation du Secrétaire Exécutif du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP), M. Emilio Gabbielli, du Président et du Secrétaire du WAWP et de certains membres du Comité de Pilotage.

La rencontre a été une bonne occasion de fixer tous les participants surtout les représentants de PNE entre autres sur l'organisation, le fonctionnement la mission, les programmes et les activités du réseau GWP, la place des PNE dans ce réseau. La présence du Secrétaire Exécutif du GWP a permis des échanges directs avec les PNE sur leurs préoccupations. Les différentes présentations ont fait ressortir entre autres :

- Entre 2001 et 2004, six (6) PNE ont été mis en place et

leurs organes élus. Il s'agit du : Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria et Sénégal. Le 7^e, celui du Niger, vient d'être installé le 24 Mars 2005 ;

- Les PNE du Bénin et du Ghana ont commencé à mettre en place des relais du Partenariat à l'intérieur du pays, le Sénégal a désigné des points focaux dans les régions, à l'intérieur du pays ;
- Certains partenariats ont acquis le statut d'ONG dans leur pays et les autres poursuivent les formalités administratives pour obtenir leur agrément ;
- Les PNE tiennent régulièrement leurs réunions statutaires ;
- Les PNE, en dehors de celui du Niger ont élaboré leurs plans d'actions 2004/2008 conformément au document de Stratégie 2004-2008 du GWP/WAWP ;
- Les PNE s'insèrent dans les plans d'actions GIRE de leurs pays respectifs en partenariat avec les structures étatiques ;
- Les PNE ont des difficultés

pour le paiement des cotisations de leurs membres ;

- Des informations ont été données sur les conditions d'adhésion au GWP et les lignes directrices du partenariat (promotion de la GIRE, respect de l'orthodoxie de la gestion, assurance qualité des prestations, indépendance par rapport à l'organisme hôte, statut légal, mécanisme de règlement de litige ...)
- Le processus GIRE au Mali et au Sénégal est relativement avancé, ceci à la faveur de l'Initiative Canadienne intervenant dans les deux pays ;
- Le PNE Bénin a développé une stratégie de mobilisation de fonds qui doit faire école pour les autres PNEs.

Points de discussions

Il est ressorti des discussions que les PNE doivent s'efforcer à avoir une certaine autonomie pour ne pas fonder leurs activités dans celles des structures de l'Etat en charge des questions de l'eau, mais à rechercher une complémentarité notamment à travers des espaces d'intervention que l'Etat n'a pas toujours les moyens d'occuper. C'est le cas par exemple de la décentralisation où il existe plusieurs possibilités d'intervention des PNE. Pour jouer pleinement leur rôle, les PNE doivent pouvoir se présenter comme des plates formes crédibles capables de mobiliser des fonds au niveau



CWP: autonomous but complementing the State

The Country Water Partnerships (CWP) in West Africa met on 29th and 30th March 2005 as a prelude to the General Assembly of the Partners of the West African Water Partnership in the Conference Room Sani Bako of the Ministry of Foreign Affairs and Regional co-operation of Niger. The delegates of the seven CWP existing to date took part in the proceedings, which were attended by the Executive Secretary of the Global Water Partnership (GWP), Mr Emilio Gabbielli, the WAWP Chair and the Secretariat and some Steering Committee members.

The meeting was a good opportunity to advise all the participants especially the CWP representatives among others, of the organization, operation, mission, programmes and activities of the GWP network; the place of CWPs in this network. The presence of GWP

Executive Secretary allowed direct considerations of the concerns of CWPs. The various presentations highlighted among other things that:

- Between 2001 and 2004, six (6) CWP were established and have elected their bodies. They are Benin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigeria and Senegal. The 7th CWP, that of Niger, was just installed on 24th March 2005 ;
- CWPs of Benin and Ghana started to set up Partnership relays inside the country, Senegal identified focal points in the regions, inside the country ;
- Some partnerships acquired the Statute of NGO in their country and the others are proceeding with the administrative formalities to get their accreditation;

- CWPs are holding their statutory meetings regularly ;

- CWPs, apart from that of Niger, have developed their 2004/2008 action plans in accordance with the GWP/ WAWP 2004-2008 Strategy document ;

- CWPs are contributing to the development of the respective countries IWRM action plans in partnership with the official structures ;

- CWPs have difficulties in collecting the financial contributions of their members;

- Information was given on the GWP Membership Conditions and the partnership guidelines (IWRM promotion, observance of management orthodoxy, quality service provision, independence from the host organization, legal statute, litigation settlement mechanism ...)

- IWRM Process in Mali and Senegal is relatively advanced, this with the

support of the Canadian Initiative being implemented in the two countries ;

CWP Benin developed a funds raising strategy which must serve as a model for the other CWPs.

Discussion Points

It came out of the discussions that CWPs must endeavour to have some autonomy in order not to merge their activities into those of Government structures in charge of water issues, but to seek a complementarity especially in intervention spaces that the State does not always have the means to fill. This is the case, for example, of decentralization in which there are several intervention opportunities for CWPs. To play their role fully, CWPs must appear as credible platforms that are able to mobilize funds at the national level to finance their activities and to choose credible host organizations. Thus, they must work to contribute in the achievement of the Millennium Development Goals

national pour le financement de leurs activités et se choisir des organismes hôtes crédibles. Ainsi, ils doivent travailler à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur pays respectif. Le rôle des PNE dans la gestion des bassins transfrontaliers est pertinent et ne doit pas être négligé. Ce qui nécessite de promouvoir la coopération entre PNE ayant en commun des bassins hydrogéologiques. La réunion des Partenariats Nationaux a produit les points de préoccupations qui ont été soumis au Comité de Pilotage et à l'Assemblée des Partenaires.

Une synthèses de Sidi Coulibaly

Pour nous permettre de comprendre la vie des Partenariats Nationaux de l'Eau, nous avons adressé à tous les PNE le même questionnaire sauf celui du Niger qui vient d'être créé et n'a pas encore mené d'activités.

Nous vous proposons les réponses des PNE qui ont bien voulu répondre aux trois petites questions posées.

Nous n'avons pas changé la forme originale de présentation des réponses.

(MDG) in their respective countries. The role of CWP in the management of transboundary river basins is relevant and must not be neglected. This requires the promotion of co-operation between CWP sharing the same hydrogeologic basins. The meeting of Country Water Partnerships generated points of concerns, which were submitted to the Steering Committee and to the Assembly of Partners.

Synthesis of Sidi Coulibaly

To allow us to understand the life of Country Water Partnerships, we asked all of them except to that of Niger, which has just been created and that has not undertaken activities yet, to answer to small questionnaire. Here are the answers of the CWP, which agreed to answer the three small questions we put to them. We have kept their original form.

M. André Toupé, vice-président du Partenariat National de l'Eau (PNE)

Quel bilan peut on faire des activités de la GIRE au Bénin ?

La GIRE a été amorcée au Bénin en 1998, depuis lors, nous avons réalisé des activités et organisé des cadres de réflexions, et ce jusqu'à la naissance du PNE. Cette étape a permis à tous les acteurs de converger pour l'aboutissement de la GIRE au Bénin.

Quelles sont les activités phares qui ont été réalisées ?

Nous avons organisé le premier forum national sur l'eau en 2000. Cette rencontre a regroupé des acteurs au niveau de l'Etat, provenant des différents ministères, la société civile, le secteur privé et les mouvements associatifs. En ce moment, nous avons renforcé notre conviction selon laquelle le choix fait en 1998 de créer le PNE était le bon. Le PNE a été mis en place à partir de septembre 2001.

En rapport avec le PAGIRE, quel a été votre rôle dans la mise en œuvre de ce processus ?

Notre rôle a été très important. En effet, nous sommes associés à toutes les étapes de la réflexion pour mener à bien cette activité. Le Bénin s'est engagé à réviser son Code de l'eau, dans l'optique de la

réalisation de la GIRE. Le PNE a été sollicité pour participer aux réunions thématiques du WAWP, pour dégager les idées essentielles devant faire l'objet du contenu du Code de l'Eau.

De la même façon, le Bénin a mis en place un organe pour la coordination des actions GIRE. Nous sommes entrain de réfléchir sur les modalités de la mise en œuvre et surtout sur le programme d'action qui doit prendre en compte le nouveau code de l'eau et les réalisations du PAGIRE. La PNE a également compris qu'il fallait impliquer les populations dans le processus de la GIRE. Nous avons donc commencé par former et informer la société civile pour une participation effective au PAGIRE qui va se développer dans peu de temps.

Quels sont les perspectives et les défis à relever à court et moyen termes ?

Les perspectives sont bonnes. Aujourd'hui, tout le monde est unanime sur la nécessité de mettre en œuvre la GIRE au Bénin ; mieux, au niveau de la société civile, et surtout des communautés rurales, l'intérêt pour la GIRE est manifeste. Avec le processus de décentralisation au Bénin, des Plans d'Action de déve-

loppement Communal sont élaborés et réalisés au niveau de chaque commune. Nous avons donc amorcé des campagnes d'information et de formation des élus locaux sur les principes de la GIRE ; nous en avons recueilli un écho favorable. En effet, le Président de l'association des Maires du Bénin nous a fortement encouragé à intensifier et généraliser cette formation à l'ensemble du pays. Avec les partenaires, nous réalisons un certain nombre d'activités. Le PNE devient une structure importante qui est sollicitée par un certain nombre de partenaires pour la réalisation des activités de GIRE./



André Toupé

Mr. André Toupé, vice-chairperson of Benin Country Water Partnership (CWP)

What stock can you make of IWRM activities in Benin ?

IWRM was started in Benin in 1998. Since then, we have implemented activities and organized brainstorming sessions up to the establishment of the CWP. This stage has allowed all the stakeholders to converge for IWRM success in Benin.

What are the outstanding activities that have been achieved ?

We organized the first national forum on water in 2000. The meeting gathered stakeholders at the state level, coming from the various ministries, the civil society, the private sector and the organizations. At that moment, we strengthened our belief according to which the choice made in 1998 to create CWP was the good one. The CWP was set up as from september 2001.

What has been your role, in relation with PAGIRE, in the implementa-

tion of this process ?

Our role was very important. In fact, we are associated to all the steps of the thinking process so to make this activity a success. Benin committed itself to revisiting its Water Code, in view of achieving IWRM. The CWP was approached to take part in the thematic meeting of WAWP, to identify the main ideas that should be the content of the Water Code.

Similarly, Benin has set up a body for the coordination of IWRM actions. We are thinking on the implementation modalities and above all on the action plan that should take into account the new water code and the PAGIRE achievements. CWP has also understood that the population should be involved in the IWRM process. We therefore started by training and informing the civil society for an effective participation to PAGIRE that will be developed very soon.

Whare are the prospects and challenges in the short and mid terms ?

The prospects are good. Everybody is, today, unanimous on the need of implementing IWRM in Benin; much better, at the level of civil society and above all of the rural communities, the interest for IWRM is obvious. With the decentralization process in Benin, town development action plans are developed and implemented at the level of each district. We, therefore, started information and training campaigns of local councillors on IWRM principles: we have had positive feedback. The Chairman of Benin mayors' association strongly encouraged us to intensify and extend this training to the whole country. With the partners, we are achieving a number of activities. CWP has become an important structure which is approached by a number of partners for the achievement of IWRM activities./

BURKINA FASO

6

- Bilan des activités :
 - bonnes relations entre les différents organes (SE, CD et CST) du PNE-BF qui sont concrétisées par la répartition des tâches.
 - Etablissement des fiches d'adhésion au PNE-BF
 - Mise en place d'un Conseil Scientifique et Technique constitué de personnes ressources en matière de GIRE
- Le PNE-BF n'a pas eu de rôle sérieux à jouer dans la mise en place du PAGIRE car la structure a été mise en place au moment où le processus d'élaboration du PAGIRE s'achevait.
- Les défis à moyen et court terme du PNE sont les suivants :



Ousséni Diallo

- La mise en œuvre sur le terrain du plan d'action GIRE
- Parer au manque et/ou à l'insuffisance des financements pour le PNE
- Eviter de s'assujettir au service de l'Etat chargé des ressources en eau et de l'environnement
- Etre le pivot entre les services publics chargés de la GIRE et la société civile.

- *Assessment of activities:*
 - good relationships among the various bodies (SE, CD and CST) of BF-CWP that are made concrete through the sharing out of tasks.
 - establishing of BF-CWP membership sheets
 - setting up of a Scientific and Technical Council made up of resource-people in IWRM area.
- BF-CWP has not played an important role in the setting up of PAGIRE because the structure was set up when PAGIRE was in the finishing off stage.
- The mid-and short terms challenges of CWP are the following:
 - Implementing IWRM plan of action on the field
 - coping with the lack and/or inadequacy of funding for CWP.
 - avoiding to submit oneself to the state service in change of water resources and environment
 - being the pivot among the public services responsible for IWRM and civil society.

Housseini Maiga, Président du PNE

Quel bilan faites-vous des activités réalisées dans votre pays ?

Le PNE-Mali a été créé en 2003, bientôt 2 ans durant lesquels, il fallait mettre en place les organes (Bureau, Comité de Pilotage, Conseil Scientifique et Technique) et obtenir le récépissé du Ministre de l'Administration territoriale et des collectivités locales. Nous avons pu organiser en décembre 2003 un atelier de consolidation des partenaires au cours duquel les membres ont été mis sur le même niveau d'information concernant notamment le réseau du GWP et les initiatives GIRE au Mali. Le PNE-Mali a participé à un certain nombre de rencontres internationales comme la réunion du Comité de pilotage élargie aux PNEs qui a eu lieu en mai 2003, la réunion des PNEs à Ouagadougou en Octobre 2003 en marge de la conférence Ouest Africaine sur la GIRE à laquelle nous avons pleinement participé aussi. Nous avons élaboré un programme d'actions 2004-2008.

Le bilan est donc positif en terme d'organisation du PNE-Mali et de lancement de nos activités. Il reste cependant beaucoup à faire notamment pour la mise en place des structures à l'intérieur du pays et

nous travaillons à consolider notre rôle de facilitateur dans l'élaboration du plan d'action GIRE. Notre difficulté majeure tourne autour de la faible mobilisation des ressources financières auprès des membres du Partenariat (frais d'adhésions et cotisations annuelles).

En rapport avec l'élaboration du « Plan d'action GIRE » dans votre pays quel rôle joue le PNE ?

Vous savez que le Mali et quatre autres pays africains (Sénégal, Kenya, Malawi, Zambie) ont été choisis en vue de bénéficier de l'appui de l'Initiative Canadienne pour le Développement de l'Eau en Afrique. Le rôle du PNE-Mali en tant qu'organisation de mobilisation sociale, est de faciliter la participation des acteurs de l'eau au processus GIRE à travers notamment, la formation, l'information, la sensibilisation et l'éducation.

A cet effet, le PNE-Mali participe à la réalisation de bon nombre de résultats et d'activités comme l'identification des parties prenantes à la gestion des ressources en eau, à l'organisation des ateliers de sensibilisation sur la GIRE, le développement de la stratégie de

Housseini Maiga, CWP-chair

What stock can you make of the activities by the CWP in your country?

The CWP-Mali was created in 2003, 2 years now, during which the bodies needed to be set up (Bureau, Steering Committee, Scientific and Technical Council) to get the receipt of acknowledgement from the Minister of Territorial Administration and Local communities. We were able to organize in December 2003 a team building workshop during which the members were put at the same level of information concerning notably the GWP network and IWRM initiatives in Mali. The CWP-Mali participated in a certain number of international meetings such as the Steering Committee meeting extended to CWP, held in May 2003, the meeting of CWPs in Ouagadougou in October 2003, besides the West African conference on IWRM, in which we fully participated too. We also elaborated a 2004-2008 action

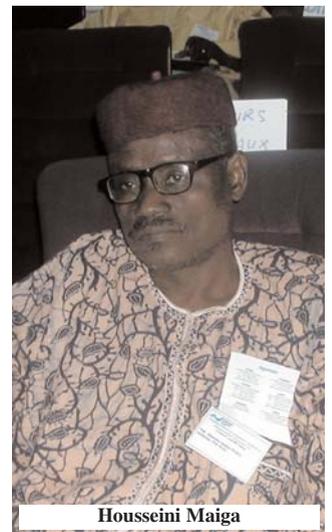
plan. The assessment is really positive in terms of organisation of the CWP-Mali and launching of our activities. However, we still have a lot to do, notably for the setting up of structures within the country and we are working for the consolidation of our role as facilitator in the development of the IWRM action plan. We have a great difficulty with the low level of mobilisation of financial resources with the Partnership members (Membership, and annual contributions)

In relation to the development of the national IWRM Action plan, what is the contribution of the CWP ?

You know that Mali, and four other African countries (Senegal, Kenya, Malawi, Zambia) were chosen to benefit from the support of the Canadian Initiative for the Development of water in Africa.

MALI

communication, l'élaboration d'un programme de renforcement de capacité, l'identification des activités prochaines et l'élaboration de l'avant projet de plan d'action. Le PNE-Mali est très actif dans la gestion des fonds de mise en œuvre dans la mesure où ceux-ci sont domiciliés dans un compte du PNE-Mali dont le président est l'un des ordonnateurs. En outre, le PNE-Mali fait partie du Comité de Pilotage. Son secrétaire exécutif est membre de l'équipe de mise en œuvre de l'équipe du projet. Le PNE-Mali joue donc un rôle primordial dans le cadre de ce projet



Housseini Maiga

The role of CWP-Mali as an organisation for social mobilisation is to facilitate the participation of water stakeholders to the IWRM process through, notably, training, information, awareness raising and education. To this end, the CWP-Mali takes part in the achievement of a number of results and implementation of activities such as the identification of stakeholders to the management of water resources, the organisation of awareness raising workshops on IWRM, development of the communication strategy, elaboration of a capacity building programme, identification of planned activities and elaboration of the draft plan of action. The CWP-Mali is very active in the management of the funds for the implementation since these funds are in a bank account of the CWP-Mali whose chairman is one of the officials with power to authorize expenditure.

Moreover, the CWP-Mali is part of the Steering Committee. Its executive secretary is member of the project imple-

Quels sont les défis du PNE pour le court et moyen terme ?

Pour mobiliser les acteurs de l'eau, il convient de relever un certain nombre de défis.

Les défis du PNE-Mali sont :

- bien identifier les parties prenantes à l'eau,
- procéder à la mise en place des démembrements à l'intérieur du pays,
- recenser les besoins des acteurs,
- participer à la sensibilisation de ceux-ci sur la GIRE,
- développer et mettre en œuvre une stratégie de communication,
- d'élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement de capacité afin de contribuer efficacement à l'élaboration, à l'adoption et à la mise en œuvre du plan d'action GIRE./.

NIGERIA

Quel point bilan faites des activités réalisées par le PNE dans le pays ?

Le GWP NIGERIA, depuis sa création en décembre 2002, a mis en place un réseau de partenaires rassemblant le gouvernement, les institutions publiques, les organisations non gouvernementales, les organisations internationales, les sociétés privées, etc. Le GWP NIGERIA a également été à la base de la mise en place du programme de renforcement des capacités du GWP au Nigeria.

En outre, de nombreuses séances de dialogue ont été planifiées, ce qui permettra au PNE de diffuser les idées et la connaissance des



Dr. Emmanuel A- Adeyemo

mentation team. The CWP-Mali is playing an important role in this project

What are the challenges for the CWP in the short and medium terms ?

To mobilise the water stakeholders, some challenges should be met.

The challenges of CWP-Mali include :

- To properly identify the water stakeholders
- To start the setting up of dismemberments within the country
- To make an inventory of the stakeholders' needs
- To participate in the awareness raising of these stakeholders on IWRM
- To develop and implement a communications strategy,
- To develop and implement a capacity building programme in order to efficiently contribute to the elaboration, adoption and implementation of the IWRM action plan. /.

What stock can you make of the activities achieved by the CWP in the country?

GWP NIGERIA since its establishment in December 2002, has built a network of partners cutting across government, public institutions, non-governmental organization, international organizations, private companies etc. Also GWP NIGERIA was instrumental to the putting in place of the capacity building programme of the GWP in Nigeria. Furthermore, a number of dialogue sessions has been planned which will enable the CWP to disseminate ideas and knowledge of best practices in water to the public and to prepare the nation for the IWRM Action Plan. Some achievements have been made in this regard through the inaugural dialogue.

In relation to the development of the National IWRM Action Plan, what is the contribution of the CWP ?

meilleures pratiques en matière d'eau auprès du public et de préparer la nation au Plan d'action GIRE. Des réalisations ont été faites à cet égard à travers le dialogue inaugural.

En rapport avec l'élaboration du Plan national d'Action GIRE, quel rôle joue le PNE ?

Le PAGIRE est à son étape initiale au Nigeria. Cependant, en collaboration avec le GWP, le GWP Nigeria a commencé des activités pour recevoir l'appui du gouvernement norvégien au programme.

En plus, le GWP Nigeria, en association avec ses partenaires, a également initié des actions pour avoir accès à l'Initiative Eau UE-ACP aux fins d'offrir l'assistance technique au gouvernement pour le Plan National d'Action GIRE.

Quels sont les défis du PNE pour les moyen et long termes ?

Le GWP NIGERIA fait face aux défis suivants dans le moyen terme.

- La taille du Nigeria en termes de population
- L'appui financier qui devrait être régulier et suffisant pour un

pays aussi grand que le Nigeria.

- La nécessité de rendre les ressources du GWP plus disponibles pour le Nigeria comme c'est le cas pour les autres PNE de l'Afrique de l'Ouest.
- La lente progression de la GIRE au Nigeria en général.

Le GWP NIGERIA pourrait cependant, dans le long terme, faire face aux défis suivants :

- Les défis du Plan d'Action GIRE anticipé qui sera important et pour lequel le GWP NIGERIA aura un rôle important à jouer.

- Le besoin d'assistance du GWP au GWP NIGERIA pour traiter directement avec les représentations nationales des partenaires financiers au Nigeria.

Dr. Emmanuel A- Adeyemo
Président, GWP NIGERIA

Dr Emmanuel A. Adeyemo
Chair, GWP Nigeria

The National IWRM Action Plan is in its teething stages in Nigeria. However, GWP Nigeria in collaboration with GWP has commenced activities towards receiving support of the Norwegian government for the programme.

In addition GWP NIGERIA, in association with its consulting partners has also initiated processes towards accessing the EU-ACP Water Initiative for the purposes of offering technical assistance to government on the National IWRM Action Plan.

What are the challenges for CWP in the mid and long terms ?

GWP NIGERIA faces the following challenges in the medium term.

- The size of Nigeria in terms of population
- Funding support which should be regular and adequate for a country

as big as Nigeria

- The need to make GWP resources more available to Nigeria as it is for other CWPs in West Africa
- The slow progress on IWRM in Nigeria in general.

However in the long term, GWP NIGERIA could face the following challenges.

- The challenges of the anticipated IWRM Action Plan which will be big and for which GWP NIGERIA will have a substantial role to play.
- The need by the GWP to assist GWP NIGERIA to link-up adequately with the country offices of its financial partners in Nigeria.

Dr Emmanuel A. Adeyemo
Chair, GWP Nigeria

I. Activités menées depuis la création du PNES

a) Création 12 novembre 2002.

b) Structures Hôtes :

- Finances: CREPA, matérialisé par un Protocole en décembre 2003;
- Logistique: Hébergement par la DGPRE (locaux et charges de fonctionnement à titre gracieux).

c) Principales activités en 2003:

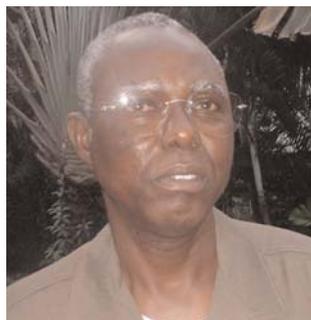
- organisation de plusieurs réunions avec le Consultant pour la mise en conformité des statuts après les amendements formulés par l'Assemblée Générale ;
- mise en chantier du PAGIRE avec les organes d'orientation , d'élaboration et de mise en œuvre; le PAGIRE est le cadre de référence dans lequel, une nouvelle approche de la gestion des ressources en eau est définie. Il a comme objectifs de proposer aux pouvoirs publics, les réformes, les actions, les orientations à donner au secteur de l'eau pour une gestion durable des ressources en concertation avec tous les usagers;
- Participation à l'élaboration du programme national OMD (eau et assainissement pour 2015).

d) Actions menées en 2004:

- études de faisabilité et d'identification des conditions d'élaboration d'un plan national de gestion intégrée des ressources en eau ;
- atelier de lancement ;
- mise en place d'un comité de suivi et d'un comité de pilotage;
- mise en place d'une équipe projet ;
- atelier team building mai 2004;
- atelier points focaux régionaux en juillet 2004 ;
- séminaires interrégionaux (Kaolack le 13 octobre 2004 pour les régions de Kaolack, Diourbel et Fatick; Saint-Louis le 23 novembre 2004 pour les régions de Saint-Louis et Louga; Thiès le 21 décembre 2004 pour les régions de Thiès et Dakar).

e) Actions menées en 2005 :

- poursuite et finalisation des ateliers interrégionaux Kolda le 8 février 2005 pour les régions de



Légende.....
.....

national MDG programme (water and sanitation by 2015).

d) Actions carried out in 2004:

- feasibility and identification studies of the conditions for the development of a national action plan for the integrated water resources management;
- launching workshop ;
- setting up a follow-up committee and a steering committee;
- setting up a project team ;
- team building workshop in May 2004 ;
- regional focal points workshops in July 2004 ;
- interregional workshops (Kaolack, October 13th 2004 for the regions of Kaolack, Djourbel and Fatick; Saint-Louis, 23rd November 2004 for the regions of Saint-Louis and Louga; Thiès, December 21st 2004 for the regions of Thiès and Dakar).

e) Actions carried out in 2005:

- continuation and finalisation of the interregional workshops: Kolda, February 8th 2005 for the regions of Kolda and Ziguinchor; Tambacounda, February 10th 2005

Kolda et Ziguinchor; Tambacounda le 10 février 2005 pour les régions de Tambacounda et Matam;

- ateliers d'information des membres des réseaux d'acteurs en mars 2005;
- démarrage des activités du Comité Scientifique et Technique avec la désignation d'un coordonnateur.

f) Rappel des objectifs des ateliers régionaux :

- bonne compréhension de la gestion intégrée des ressources en eau par tous les acteurs;
- identification des spécificités des régions pour l'élaboration du PAGIRE: ressources en eau, potentialités , difficultés de mobilisation, problèmes d'assainissement, niveau de satisfaction des besoins, drainages des eaux pluviales, coexistence entre acteurs et utilisateurs, problèmes environnementaux;
- identification de points d'eau de références pour la mise en place d'une concertation sur la GIRE entre utilisateurs;
- désignation de trois à cinq membres pour constituer le comité local du Partenariat, correspondant du PNES.

II. Difficultés rencontrées :

- délivrance tardive du récépissé de déclaration du PNES;
- démarrage tardif des activités

par manque de financement (24 mois d'inactivité faute de moyens financiers).

III. Perspectives 2005-2006 :

- édition de supports didactiques pour l'enseignement de la GIRE dans les programmes d'instruction civique des classes élémentaires (enfants de sept à douze ans)
- création d'un site Web;
- édition d'un bulletin de liaison périodique;
- mise en place d'un réseau national du PNE;
- structuration du Comité Scientifique et Technique pour une approche des problèmes techniques en vue d'une identification de solutions à proposer sous différents sujets: chlorure, fluorure, nitrate, pesticide, végétations aquatiques, optimisation d'une utilisation de l'eau dans l'agriculture , consolidation des résultats de la lutte contre le ver de guinée, préservation des ressources en eau dans les eaux minières, juridicité de l'eau, gouvernance de l'eau, économie d'eau, vulgarisation des textes sur l'eau...).
- élaboration d'un cadre de travail attrayant avec des partenaires pour soutenir les programmes annoncés ci-dessus (UNICEF, Plan International, Wetlands International...)/.

funding (24 months of inactivity for lack of financial means).

III. Perspectives for 2005-2006 :

- production of didactic aids to teach IWRM in the civics programmes at elementary level (children from seven to twelve years)
- creation of a website ;
- publishing a newsletter;
- set up a CWP national network ;
- structure the Scientific and Technical committee for an approach of the technical problems in order to identify solutions to be proposed on various issues : chloride, fluoride, nitrate, pesticide, aquatic plants, optimisation of the water utilisation, agriculture, consolidation of the outcomes of guinea worm control, water resources preservation in mining water, water legal aspects, water governance, water saving, popularisation of water-related texts ...).
- elaboration of an attractive working framework with partners to support the above mentioned programmes (UNICEF, Plan International, Wetlands International...)/.

II. Difficulties encountered

- late issue of CWP declaration receipt;
- late start of activities due to lack of

GWP/Afrique de l'Ouest un Partenariat dynamique revigoré

Ce sont près de 70 participants représentants des Partenariats Nationaux de l'Eau du Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et du Niger; des organisations d'intégration régionale (CEDEAO, CILSS, UEMOA), des organisations intergouvernementales et des organismes de bassins (ABN, OMVS,CBLT), des administrations, des opérateurs du secteur de l'eau; des organismes interprofessionnels et de la société civile des pays de la région ouest africaine qui ont pris part à la première Assemblée Générale des Partenaires du GWP/WAWP. La réunion s'est déroulée les 31 mars et 1^{er} avril 2005 à Niamey, Niger. On notait également la présence du Secrétaire Exécutif du GWP, du Président du Comité Consultatif Technique du GWP pour l'Afrique Centrale, des représentants des institutions de formation et des Secrétariats Mondial et Régional du GWP. Pendant deux jours plusieurs communications ont été présentées suivies toutes d'intenses discussions. En plus des sessions de travail sur le Toolbox du GWP, les plans

nationaux GIRE en Afrique de l'Ouest, l'eau, l'assainissement et les OMD, la GIRE et le Genre, le dialogue sur les barrages, le rapport moral et financier du Président sortant ont été présentés aux participants. Le Secrétaire Exécutif du GWP, M. Emilio Gabrielli a largement échangé avec les partenaires du WAWP.

Recommandations

Après des débats particulièrement intenses et fructueux qui se sont menés tout le long des deux jours, l'Assemblée des Partenaires (AP) du WAWP a approuvé le programme de travail 2005 du GWP/WAWP qui rentre dans le cadre du programme de travail 2004 – 2008, et a mis en place les organes du Partenariat. L'Assemblée Générale a noté la pertinence du GWP/WAWP comme plate forme de dialogue entre acteurs du secteur de l'eau dans la sous région.

L'Assemblée Générale a discuté de la Gestion Intégrée des ressources et a décidé que :

- le partenariat Ouest Africain de l'Eau, avec le soutien du GWP poursuite l'appui aux Etats pour l'élaboration des plans nationaux GIRE
- les pays qui le souhaitent soient aidés par le WAWP dans le processus de mise en place de leurs Partenariats Nationaux de l'Eau respectifs ;
- les PNE existants soient encouragés et appuyés dans leur mission
- le WAWP veille à mettre en place un mécanisme de financement des actions du GWP/WAWP pour assurer sa pérennité.
- et une meilleure prise en compte des principes GENRE dans les actions du Partenariat Ouest Africain de l'Eau.

L'AP qui est l'organe suprême du WAWP a approuvé la sélection de M. Madiodio NIASSE au poste de Président du Partenariat Régional en remplacement de M. Ouango Athanase COMPAORE. Elle a approuvé le recrutement de M. Mogbante Dam Nanfan au poste de Secrétaire Exécutif. Le Comité Technique régional a été également mis en place avec comme Président M. OYEBANDE Lekan (Nigerian) et comme membres Madame Mame Dagou DIOP/NDIAYE (Sénégalaise), M. Amadou Hama MAIGA (Malien), M.Aboubacar AWAISS (Nigérien), M.Grégoire ALE (Bénois), M. Charles Seth Kojo KPORDZE (Ghanéen).

Le mandat du Comité de Pilotage a été prolongé pour permettre au Comité Technique d'élaborer un mécanisme clair de renouvellement de ses membres à travers un



GWP/WEST AFRICA: a dynamic invigorated Partnership

Nearly 70 participants representing the Country Water Partnerships of Benin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria, Senegal and Niger; regional integration organizations (ECOWAS, CILSS, WAEMU), intergovernmental and River Basin organizations (NBA, OMVS, LCBC), public administrations, water sector operators; inter-professional organizations and of the civil society from countries in the West African region did attend the first General Assembly of GWP/West Africa Partners. The meeting was held on 31st March and 1st April 2005 in Niamey, Niger. One could also notice the presence of GWP Executive Secretary, the Chair of the Technical Advisory Committee of GWP Central Africa, representatives of training institutions and of GWP Regional and Global Secretariats. For two days, several presentations

were made and followed by very intense discussions. In addition to the working sessions on the GWP Toolbox, national IWRM plans in West Africa, water, sanitation, and MDGs, IWRM and Gender, the dialogue on dams, the participants were presented with the moral and financial report of the outgoing chair. The GWP Executive Secretary, Mr. Emilio Gabrielli thoroughly discussed with WAWP partners.

Recommendations

After intense and profitable debates, which were made along the two days, the WAWP Partners' Assembly (AP) has approved the GWP/WAWP 2005 work plan which comes in line with 2004-2008 strategy and set up the organs of the Partnership. The General Assembly highlighted the

relevance of the GWP/WAWP as a platform of dialogue for actors of the water sector in the sub-region.

The General Assembly discussed the Integrated Water Resources Management and decided that:

- the West African Water Partnership, with the assistance of the GWP must continue to support countries in the development of their national IWRM plans
- the countries that wish it must be assisted by the WAWP in the establishment process of their Country Water Partnerships ;
- the existing CWP's must be encouraged and supported in their mission
- the WAWP must see to develop a funding mechanism for its actions to ensure sustainability.
- there be a better consideration of GENDER principles in the actions

of the West African Water Partnership.

Renewal of the bodies

The AP, which is the WAWP highest body, approved the selection of Mr. Madiodio as the Chair of the Regional Partnership to take over from Mr. Ouango Athanase COMPAORE. It approved the recruitment of Mr. Mogbante Dam Nanfan for the position of Executive Secretary. The Regional Technical Committee was also set up with as Chair, Mr. OYEBANDE Lekan (Nigerian) and as members, Mrs Mame Dagou DIOP/NDIAYE (Senegalese), Mr. Amadou Hama MAIGA (Malian), Mr.Aboubacar AWAISS (Native of Niger), Mr.Grégoire ALE (Beninese), and Mr. Charles Seth Kojo KPORDZE

texte réglementaire. Les postes jusque là vacants (ceux des femmes et des jeunes) doivent être pourvus.

La réunion était placée sous la présidence effective de Son Excellence Monsieur Seini Oumarou, Ministre d'Etat, Ministre de l'Équipement de la République du Niger, assurant l'intérim du Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement, de l'Hydraulique et de la Lutte contre la Désertification et de Monsieur Emilio Gabbrielli, Secrétaire Exécutif du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP).

Des remerciements spéciaux ont été adressés au Gouvernement et au peuple du Niger pour avoir accepté et facilité les travaux de l'Assemblée, au Secrétaire Exécutif du GWP, pour sa présence, au Président sortant du WAWP pour son dévouement au WAWP.

La prochaine réunion des Partenaires Consultatifs devrait se tenir dans deux (02) ans conformément aux Statuts du Partenariat. /.

(Ghanaian).

The Term of Office of the Steering Committee was extended to enable the Technical Committee to work out a clear renewal mechanism of its members through a statutory text. Vacancies so far (those of women and the youth) must be filled.

The meeting was co-chaired by His Excellence Mr Seini Oumarou, Senior Minister, Minister of Equipment of the Republic of Niger, taking over temporarily the duties of the Senior Minister, Minister of Environment, Hydraulics and Desertification Control and Mr Emilio Gabbrielli, the Executive Secretary of the Global Water Partnership (GWP).

Special thanks were addressed to the Government and the people of Niger for having agreed to host and facilitated the Meeting, to the GWP Executive Secretary, for his presence, to the outgoing WAWP Chair for his commitment to the WAWP.

The next meeting of the Consulting Partners must be held in two (02) years in accordance with the Statutes of the Partnership. /.

Synthesis made by Sidi Coulibaly

« C'était bien, mais il a manqué du temps... »

Quelques participants à l'Assemblée des Partenaires donnent leurs impressions sur le déroulement des travaux:

Propos recueillis à Niamey par Marie Quenum

- **M. Alois Nonguierma, Autorité du Liptako Gourma (ALG)** : « cette Assemblée Générale a été un moment intense d'échanges pour les partenaires du réseau. Tous les participants ont pu bénéficier d'informations sur la GIRE en général et sur la vie du réseau, notamment sur les mécanismes de financement. En effet, les financements actuels ne sont pas pérennes. Il



Alois Nonguierma

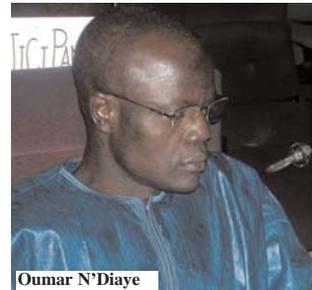
faut donc en dégager d'autres, pour assurer la pérennité des partenariats nationaux et du réseau. Nous sommes satisfaits des résultats de cette rencontre au cours de laquelle nous avons évalué le processus actuel de la mise en œuvre de la GIRE en Afrique de l'Ouest, en vue de réaliser des progrès ».

- **M. Ndiri Koffi, Association Africaine de l'Eau (AAE)** : « cette Assemblée Générale s'est tenue dans de bonnes conditions. Quatre ou cinq

années après le lancement du WATAC devenu WAWP, il y a une prise de conscience de l'ensemble des partenaires du secteur de l'eau en Afrique de l'ouest, pour prendre en compte la notion de GIRE. A travers les débats et exposés, ainsi que les perspectives dégagées, on sent que la notion de GIRE est entrain de prendre véritablement son chemin. Les travaux se sont déroulés dans d'excellentes conditions. Cependant, les supports n'étaient pas toujours immédiatement disponibles. Les présentations étaient pourtant de bonne qualité ».

- **M. Diop, directeur général de l'Institut Panafricain pour le Développement en Afrique de l'Ouest (IPD/AOS)** : « cette rencontre a permis d'enrichir mes connaissances relatives aux problèmes de l'eau et à la GIRE. En outre, au niveau de l'organisation, toutes les préoccupations matérielles ont été prises en compte. Si à la suite des communications, on avait pu organiser des échanges en ateliers, il y aurait eu, à mon sens, un meilleur ancrage. Mais le temps ne l'a pas permis ».

- **M. Oumar N'Diaye, coordonnateur du processus GIRE, ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, Sénégal** : « cette Assemblée Générale fut une occasion de rencontre et d'échanges d'expériences, surtout que nous sommes engagés dans un processus d'élaboration des



Oumar N'Diaye

Plans d'Action nationaux de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE). Il était donc bon de savoir les sentiments des différents participants par rapport à la conduite d'un tel processus. Nous avons beaucoup appris au niveau des informations et des expériences. Mes impressions sont très bonnes ; cependant, le programme chargé n'a pas permis d'engager des débats plus approfondis, à cause de la contrainte de temps. Mais, à travers les différents contacts que nous avons eus, nous allons poursuivre les échanges, notamment par mail, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ».

- **M. Samah Komlan, président de l'ONG Réveil de la Jeunesse Rurale, Lomé, Togo** : « la rencontre s'est bien déroulée. Nous repartons avec un important bagage, en matière de connaissances que nous ferons partager avec les autres membres dès notre arrivée. Nous allons en outre, exploiter les contacts que nous avons eus pour la réalisation de nos activités sur le terrain ».



Samah Komlan

and Hydraulics, Senegal: "this General Assembly was an opportunity of meeting and experience exchange, especially as we engaged in a process of National IWRM Action Plan development (PAGIRE). It was, therefore, good to know about the feelings of the various participants in relation to the supervision of such a process. We learnt a lot at information and experience level. My impressions are very good, however, the full programme didn't allow to start more indepth debates due to time constraint; but through the various contacts that we have had, we are going to continue the exchanges, namely through e-mail, up to the next General Assembly".

Mr. Samah Komlan, Chairman of Réveil de la Jeunesse Rurale NGO, Lomé, Togo: "the meeting took place smoothly. We are going back with an important background that we'll share with the other members at home; in addition, we shall make use of the contacts we have had for the achievement of our field activities".

" It was well , but time was missing. "

Participants' impressions

- **Mr. Alois Nonguierma, Liptako Gourma Authority**: "this General Assembly was an intense moment of exchanges for the partners of the network. All the participants were provided with information on IWRM in general, and on the network life, namely the funding mechanisms. The current fundings are indeed not perennial. Others are to be identified so to ensure the sustainability of country water partnerships and of the network. We are satisfied with the outputs of this meeting during which we assessed the current process of IWRM implementation in the West Africa zone in order to achieve progress".

- **Mr. Ndiri Koffi, African Water Association (AWA)**: "this General Assembly took place in good conditions. Four or five years after the launching of WATAC now WAWP, the water sector partners in West Africa have become aware of taking into account the IWRM concept. Through debates and presentations, as well as the identified prospects, one feels that IWRM approach is really going the right track. The deliberations took place in excellent condi-



Ndiri Koffi

tions. However, the aids were not always immediately available to support the presentations which were quite of good quality".

- **Mr. Diop, Managing Director IPD/AOS**: "this meeting has allowed to improve my knowledge relating to water issues and to IWRM. Moreover, at the organizing level, all the material concerns were taken into account. If, following the presentations, it had been possible to organize exchanges in workshop, there would have been, according to me, a better anchoring. But time didn't allow that".

- **Mr. Oumar Ndiaye, IWRM process coordinator, Ministry of Agriculture**

Madiodio NIASSE

« Notre sous-région devrait jouer un rôle plus important dans la réflexion générale sur l'eau et le développement »

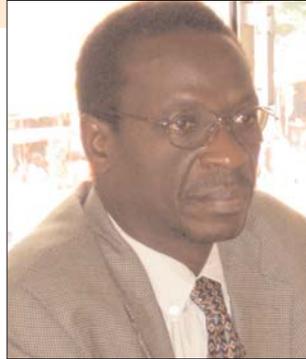
Nous vous proposons l'entretien que nous avons eu avec le nouveau Président du Partenariat Ouest Africain de l'Eau, Dr Madiodio NIASSE. Il y décline son ambition pour le GWP en Afrique de l'Ouest.

Monsieur Niasse, vous venez d'être acclamé comme Président du Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP) pour deux ans renouvelables en remplacement de M. Compaoré en fin de mandat. Quels sont les objectifs majeurs de votre mandat?

Tout d'abord, je voudrais rendre hommage au Président sortant pour son bilan fort appréciable : le Partenariat Ouest Africain fait partie des plus dynamiques du réseau GWP dans le monde ; il compte sept partenariats nationaux qui font du travail remarquable ; grâce au WATAC puis au WAWP, le réseau du GWP dans notre sous région a créé une dynamique de concertation et de collaboration entre les acteurs favorables à la mise en œuvre de la GIRE. En témoignent la conduite de la définition de la vision ouest africaine de l'Eau, la

synergie menée avec le processus du SISCOA-GIRE puis l'UCRE-CEDEAO, l'initiative prise par le WAWP de mettre en réseau les organismes de bassins en Afrique de l'Ouest qui a abouti à la création du Réseau Africain des Organismes de bassins (RAOB dont l'ABN assure la Présidence et l'OMVS le Secrétariat Permanent), la mise en place du réseau Ouest Africain pour le renforcement des capacités en matière de GIRE (WANet).

Il ne s'agit là que de quelques éléments du bilan élogieux de mon prédécesseur. Le défi, pour moi mais aussi pour le Secrétariat du WAWP c'est de maintenir le cap. Cela ne veut pas dire gérer le bilan actuel, mais plutôt de poursuivre la consolidation du réseau GWP en Afrique de l'Ouest, de réussir le processus PAGIRE (NDLR : Plan d'Action national



Profil du Nouveau Président

Madiodio Niasse est détenteur d'un Doctorat en Sciences de l'Environnement et d'un Diplôme d'Etudes Supérieures et d'une Maîtrise en Géographie Humaine de l'Université de Dakar (Sénégal). Son expérience professionnelle post-doctorale comprend : (a) quatre années (1988-1992) de recherche sur le terrain et la coordination de recherche sur les impacts socio-anthropologiques, économiques et écologiques des barrages dans le bassin du fleuve Sénégal ; (b) sept ans (1992-1998) avec l'USAID à Dakar (Sénégal) et à Abidjan (Côte d'Ivoire) comme Conseiller de Sciences Sociales ; (c) deux ans (1998-2000) comme Conseiller Principal de la Commission Mondiale sur les Barrages (Cape Town, Afrique du Sud). Depuis octobre 2001, il est au bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'UICN (Burkina Faso) comme Coordinateur Régional des Programmes Zones Humides et Ressources en Eau.

Dr Niasse a des expériences professionnelles directes dans plus de 10 pays Africains et a fait publié sur différents sujets en rapport avec les aspects socio-économiques et institutionnels du développement durable. Des thèmes spécifiques traités dans ces publications vont de la gestion des ressources en eau à l'équité genre en passant par la propriété foncière et les systèmes agricoles, la gouvernance, la décentralisation, le renforcement des capacités. Dr Niasse parle couramment le Français et l'Anglais. Il est de nationalité Sénégalaise, marié et père de trois enfants.

Profile of the new Chair

Madiodio Niasse holds a Doctorate in Environmental Sciences, and a Degree of Advanced Studies and a Master degree in Human Geography from the University of Dakar (Senegal). His post-doctoral work experience includes: (a) four years (1988-1992) of field research and research coordination on the socio-anthropological, economic and ecological impacts of dams in the Senegal River Basin; (b) seven years (1992-1998) with USAID in Dakar (Senegal) and in Abidjan (Cote d'Ivoire) as Social Sciences Advisor; (c) two years (1998-2000) as Senior Advisor with the World Commission on Dams (Cape Town, South Africa). Since October 2001, he serves at IUCN's Regional Office for West Africa (Ouagadougou, Burkina Faso) as Regional Coordinator of Wetlands and Water Resources Programmes.

Dr. Niasse has direct work experience in more than 10 African countries, and has published extensively on various subjects related to the socio-economic and institutional aspects of sustainable development. Specific issues addressed in these publications range from water resources management, land tenure and farming systems to governance, decentralisation, capacity building to gender and equity issues. Dr. NIASSE is fluent in French and in English.

He is a Senegalese of 52 years old, married with three children.

Madiodio NIASSE

" Our sub-region should play a more important role in the general reflection on water and the development "

The following is the interview we had with the new chair of WAWP, Dr Madiodio Niasse. He States his ambitions for GWP/West Africa

Mr. Niasse, you have just been elected by acclamation as Chairperson of the West African Water Partnership (WAWP) for two renewable years in place of Mr. Compaoré at the end of his mandate. What are the main objectives of your mandate ?

First, I would like to pay tribute to the outgoing chairperson for his very appreciable results: the West Africa Partnership is one of the most dynamic within GWP network at world level. There are seven Country Water Partnerships that do a remarkable work. Thanks to WATAC then to WAWP, the GWP network in our sub region has imparted a dynamics of consultation and collaboration among stakeholders

that favours the implementation of IWRM. One can just highlight the supervision of the definition of the West African water vision, the synergy led with the process of SISCOA-IWRM then ECOWAS -WRCU, the initiative taken by WAWP to network the West Africa basin organizations that resulted in the creation of the African Network of Basin organizations (ANBO whose chairmanship is ensured by NBA and the permanent secretariat by OMVS), the setting up of the West Africa Network for Capacity Building in IWRM (WANet).

These are but some elements of my predecessor's most appreciable

de financements pour la réalisation de leurs plans nationaux GIRE est une excellente opportunité en ce que cela nous donne l'opportunité de mettre en pratique ce que nous avons prêché au cours des dernières années: la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Mais j'avoue que j'y vois aussi un redoutable défi. Je suis convaincu que la qualité du travail qui sera fait aura un impact important sur la réputation du partenariat régional de l'eau mais aussi sur la crédibilité générale du discours sur la GIRE. Mais en voyant le dynamisme des partenariats que nous avons dans les pays cités plus haut et la qualité des équipes constituées ou

entraînées d'être mises en place pour la conduite des processus PAGIRE, je suis plutôt confiant, ceci d'autant plus que chacun des partenariats nationaux concernés peut compter sur l'appui des autres partenariats nationaux, celui du WAWP mais aussi du réseau GWP dans le monde.

Je pense aussi que notre sous-région devrait jouer un rôle plus important dans la réflexion générale sur l'eau et le développement. L'Afrique de l'Ouest est, en terme de PIB moyen par tête et aussi de faiblesse de l'indice de développement humain, l'une des régions les plus pauvres du monde sinon simplement la plus pauvre. Mais

du point de vue de l'expertise technique dans le domaine de l'eau, de la GIRE en particulier, nous sommes peut-être parmi les régions les plus avancées d'Afrique. Il est donc important que nous mobilisions plus qu'auparavant les parties prenantes et experts de l'eau en Afrique de l'Ouest pour engager la réflexion et le dialogue autour de l'eau, ceci afin qu'il y ait une perspective ouest-africaine dans les grands débats en cours sur la gestion de l'eau. Je mentionne entre autres les thèmes de l'eau et la lutte contre la pauvreté, y compris les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) se rapportant à l'eau, les questions de genre, les

infrastructures hydrauliques (les grands barrages en particulier), l'eau et le changement climatique, la question de la productivité de l'eau, l'eau et les risques de conflits inter-étatiques, etc. Vous le voyez donc bien : il y a de la matière à réflexion.

Comment entrevoyez-vous les perspectives de développement du WAWP pour les prochaines années?

J'ai en partie répondu à cette question. Les perspectives de développement du WAWP sont excellentes. Sur la lancée de ce qui a été fait jusqu'ici, nous devons continuer à élargir le partenariat, en nous assurant que les parties prenantes de l'eau sont impliquées à tous les niveaux, en particulier les niveaux national et régional. Les perspectives sont excellentes en ce qui concerne l'élaboration des PAGIRE. A côté de cela, il nous faut développer des projets, surtout aux niveaux local et national, et trouver les moyens financiers et humains pour leur mise en œuvre. Il nous faut créer une ambiance générale d'échanges et de dialogue autour de thèmes émergents sur la gestion de l'eau. Il nous faut être plus présent dans les fora internationaux où se discutent les questions de l'eau.

Par Sidi Coulibaly



M. Niassé Saluant le Ministre d'Etat du Niger sous le regard du Secrétaire Exécutif du GWP
Mr. Niassé greeting the Senior Minister of Niger in presence of GWP Executive Secretary

results. The challenge, for me but also for WAWP Secretariat, is to keep the course. This does not mean managing the current results but rather continuing the consolidation of the network in West Africa, making the national IWRM processes successful (editor's note : the development of National Action Plan of Integrated Water Resources Management) in the countries of the subregion and, at last, creating an atmosphere of exchanges and dialogues.

Concerning consolidation, we shall have to ensure that the regional partnership as well as the existing or future country water partnerships operate according to agreed rules and are open to key water partners, be they state partners or not. Keeping the course is then to continue to set up country water partnerships. There are currently seven, and at least two or three should be created by the end of 2006.

I was saying earlier that we should also make the national IWRM processes successful. The fact that four coun-

tries of our subregion (Senegal, Mali, Benin, and Cape Verde) have benefited from fundings for the development of their national IWRM plans, is an excellent opportunity as it allows us to put in practice what we have been preaching during these last years: the Integrated Water Resources Management (IWRM). But I confess that I also consider it as a formidable challenge. I am convinced that the quality of the work that will be done will have an important impact on the reputation of the regional water partnership but also on the general credibility of the speech on IWRM. But when seeing the dynamism of partnerships we have in the above-mentioned countries and the quality of the teams formed or to be set up for the supervision of the national IWRM planning process, I rather have confidence as each of the concerned country water partnerships may rely on the support of the other country water partnerships, on that of WAWP but also on that of GWP network in the world.

I also believe that our subregion

should play a more important role in the general reflection on water and development. In terms of average GDP per capita and also of weakness of human development index, West Africa is one the poorest regions in the world if not simply the poorest. But from the technical expertise in the area of water, of IWRM in particular, we are probably among the most advanced regions of Africa. It is therefore important that, more than before, we mobilize the water stakeholders and experts of West Africa to start the thinking and dialogue on water so that there be a West African perspective in the ongoing big debates on water management. Among others, I mention the topics of water and poverty control including the Millennium Development Goals (MDGs) relating to water, the gender issues, the hydraulic infrastructures (big dams in particular), water and climate change, the issue of water productivity, water and interstate conflicts, etc... As you can see, there is matter for serious thought.

How do you see WAWP develop-

ment prospects for the coming years?

I already gave part of the answer. WAWP development prospects are excellent. While forging ahead what has been done so far, we should continue to expand the partnership in making sure that the water stakeholders are involved at all the levels, the national and regional levels in particular. The perspectives are excellent as for national IWRM plans development. Besides, we need to develop projects, above all at local and national levels, and find financial and human means for their implementation. We need to create a general atmosphere of exchange and dialogue on these water management emergent themes. We need to be more present in international fora where water issues are discussed.

Interviewed by Sidi Coulibaly

Le Nouveau Comité Technique du WAWP
The WAWP New Technical Committee



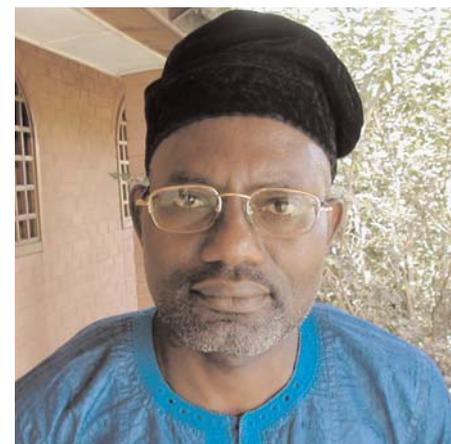
Lekan OYE BANDE, *Président TEC / Chair*



Mame Dagou Diop NDIAYE
Membre du TEC



Amadou Hama MAÏGA
Membre du TEC



Grégoire ALE
Membre du TEC



Charles Seth Kojo KPODIE
Membre du TEC

Aboubacar AWAISS
Membre du TEC



Audiences

Le Ministre d'Etat exprime sa satisfaction

En marge des travaux des différentes réunions, les responsables du GWP et du WAWP ont eu des rencontres avec les autorités du Niger et le Secrétaire exécutif de l'ABN.

La journée du 30 mars fut particulièrement chargée. Au programme en plus des travaux de la réunion des Partenariats Nationaux de l'Eau, trois audiences ont eu lieu.

11 heures, le Secrétaire Général du Ministère de l'Energie de la Hydraulique et de la lutte contre la désertification, M. Ousséni Salifou reçoit M. Emilio Gabbrielli, Secrétaire Exécutif du GWP accompagné de M. Daniel Valensuela, Network Officer, M. Athanase Compaoré, Président

sortant du WAWP, M. Madiodio Niasse, nouveau Président du WAWP et de M. Yahaya Tounkara, Président du PNE Niger. L'ambiance est détendue. Le Secrétaire Exécutif présente le GWP et ses ambitions pour une gestion durable des ressources en eau dans les pays. Il exprime son souhait de voir le Secrétaire Général apporter tout son soutien au jeune PNE qui vient de voir le jour au Niger.

M. Ousséni exprime sa joie et rassure toute la délégation de tout faire pour que le PNE puisse bénéficier de toute l'attention requise de la part des autorités en charge de l'eau au Niger.

16 heures, la délégation du GWP se rend au siège de l'Autorité du

Bassin du fleuve Niger (ABN) où elle est reçue par le Secrétaire Exécutif de l'ABN, M. Mohammed Bello Tuga. Présentation de part et d'autre des deux institutions (ABN et GWP) qui ont toutes pour mission d'aider les Etats à bien gérer leurs ressources en eau. Des axes possibles de renforcement de la collaboration entre le GWP/Afrique de l'Ouest et l'ABN sont discutés et il est convenu de se rapprocher davantage pour le bénéfice de chaque institution (*voir interview du Secrétaire Exécutif de l'ABN*).

17 heures, une heure plus tard c'est le Ministre d'Etat, Ministre de l'Energie de la Hydraulique et de la lutte contre la Désertification, M. Abdou Labo qui reçoit la délégation du Secrétaire Exécutif du GWP.

Le Ministre d'Etat exprime toute sa joie pour le choix porté sur le Niger pour abriter les différentes rencontres de l'Assemblée des Partenaires du GWP/Afrique de l'Ouest. « Nous sommes très contents que vous soyez là et nous espérons que vous allez nous aider dans la recherche de solutions à notre problème d'eau.

Comme vous le savez, le Niger a de sérieux problèmes d'eau », a dit le Ministre d'Etat qui a promis tout le soutien de son département au Partenariat National de l'Eau du Niger dont le Président est l'un des ses prédécesseurs au Ministère. Ce qu'il n'a pas manqué de relever et de dire qu'il n'a aucun doute sur la complémentarité qui doit s'établir entre ses services et le Partenariat National qui vient d'être créé. Il a souligné toutes les actions actuellement en cours dans son pays pour se conformer aux principes admis de bonne gestion des ressources en eau.

Auparavant, le Secrétaire Exécutif du GWP avait fait la présentation de l'institution et remercié le Ministre d'Etat pour sa disponibilité et celle du pays pour avoir accepté abriter les réunions du GWP/Afrique de l'Ouest.

Le Ministre d'Etat s'est excusé du fait que son calendrier ne lui permettait pas de présider personnellement la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée Générale le lendemain.

Sidi Coulibaly



Audiences : the Senior Minister expresses satisfaction

Besides the proceedings of various meetings, GWP and WAWP leaders had audiences with the authorities of Niger and the Executive Secretary of NBA. March 30th was a particularly busy day. Despite the debates of the CWP meeting, three audiences were scheduled.

11 AM, the Secretary General of the Ministry of Energy Hydraulics and Desertification Control, Mr Ousseni Salifou met the Executive Secretary of GWP, Mr Emilio Gabbrielli accompanied by M. Daniel Valensuela, Network Officer, MR Athanase Compaore, WAWP outgoing Chair, Mr Madiodio Niasse, the new chair and

Mr Yahaya Tounkara, chair of CWP Niger. The atmosphere was relaxed. The Executive Secretary talked about GWP and its ambitions to help countries in the sustainable management of their water resources. He expressed his will to see the Secretary General bring all necessary support to the young CWP that has just been established in Niger. Mr Ousseni brought out his joy and ensured the delegation he will make sure the CWP benefits from all required attention from authorities in charge of water in Niger.

4 PM, the GWP delegation was received at the Niger Basin Authority by the Executive Secretary, Mr

Mohammed Bello TUGA. The two institutions (GWP and NBA) were introduced, both aiming at supporting States in the good management of their water resources. Discussions have covered possible areas of collaboration between the two organisations and it was agreed on to come closer for the benefit of both institutions (see the interview of the NBA Executive Secretary)

5 PM, an hour later, the Senior Minister in charge of Energy Hydraulics and Desertification Control, Mr Abdou Labo received the delegation. The Senior Minister expressed said he was glad Niger was chosen to host the General Assembly of GWP/West Africa Partners. "We are glad you are here and we hope you will help us in finding solutions to our water problems. As you know, Niger has serious water problems", the Senior Minister said and promised the support of his department to the Niger Country Water partnership whose chairman (Dr Tounkara) was one of his predecessor at the Ministry. He recalled that and said that his depart-

ment and the Country water Partnership should be complementary. He pointed out the ongoing actions in his country in order to comply with admitted principles of good governance of water resources.

Before, the GWP Executive Secretary had made an introduction of the institution and thanked the Senior Minister for accepting to receive him and the whole country of Niger for accepting to host the meetings of GWP/West Africa.

The Senior Minister said he was sorry because he could not personally preside over the official opening ceremony of the General Assembly the next day.

Sidi Coulibaly

Emilio Gabrielli

Secrétaire Exécutif du GWP

“Les partenariats du GWP ont un important rôle à jouer dans la promotion des processus de large participation pour renforcer l'appui à ces types de changements”

Le Secrétaire Exécutif du GWP, M. Emilio Gabrielli, qui a pris part à l'Assemblée Générale des Partenaires a accepté de répondre à nos questions.

Le GWP a élaboré à la fin de l'année 2003 sa nouvelle stratégie pour la période 2004–2008. Cette stratégie met l'accent sur des actions sur le terrain. Comment cela va-t-il se passé concrètement ?

Au cours du processus d'élaboration de la stratégie, le GWP a reconnu la nécessité d'apporter plus de soutien aux pays en vue de transformer les *concepts en pratique et la prise de conscience en action*. Depuis un an et demi, l'attention du GWP s'est régulièrement déplacée vers la promotion énergique d'une gestion améliorée des ressources en eau, au niveau national, plus stratégique et centrée sur l'investissement, et qui promeut les processus de large participation requis pour renforcer l'appui à ce changement. L'élaboration de cette stratégie a été largement soutenue et encouragée par les partenaires, les gouvernements, les bailleurs et les autres. La justification de cet ajustement réside dans la prise de conscience

– par le GWP et les autres – de la nécessité d'approches plus durables, plus holistiques pour le développement, la gestion et l'utilisation des ressources en eau qui sous-tendent beaucoup d'actions requises pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement. La reconnaissance de cela lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable – SMDD – a conduit à fixer l'objectif pour les pays de développer la GIRE et d'élaborer des stratégies et des plans efficaces d'utilisation de l'eau – un point d'articulation clair pour le GWP puisqu'il est au centre de notre mandat.

Quelle est votre appréciation des processus d'élaboration des « plans d'action GIRE » en général et particulièrement dans les pays en développement, surtout en Afrique sub-Saharienne ?

Les Plans nationaux GIRE peuvent contribuer à réaliser les importants objectifs de dévelop-

pement social et économique et à résoudre les problèmes récurrents liés à l'eau, qui entravent le développement national – comme les sécheresses et les inondations – et offrent des voies pour traiter des éventuelles pierres d'achoppement, telles que le manque d'appui, de compétence ou de ressources financières. L'objectif fixé par le SMDD pour développer la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau national et les Plans pour l'Efficacité de l'utilisation de l'eau vers la fin de l'année 2005 donnent une opportunité parfaite pour aller vers une utilisation plus durable et efficace des ressources en eau qui soutient le développement social et économique. La mise en oeuvre réussie de ces stratégies et plans est perçue comme une condition sine qua non, par exemple, pour réaliser l'objectif OMD de réduire de moitié le nombre de personnes sans accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base.

Les plans d'action GIRE doivent être mis en oeuvre après leur élaboration. Des problèmes pourraient se poser en ce qui concerne le financement de la mise en



œuvre de ces plans dans les pays en développement. Quelle pourrait être la contribution du GWP dans la recherche d'une solution ?

La mise en oeuvre est la partie la plus difficile – élaborer la politique requise, faire les ajustements institutionnels et de gestion, renforcer les capacités et trouver le financement pour les investissements requis et l'amélioration des services. C'est là que les partenariats du GWP ont un important rôle à jouer dans la promotion des processus de large participation requis pour renforcer l'appui à ces types de changements.

15

Emilio Gabrielli

GWP Executive Secretary

“The GWP partnerships have a strong role to play in promoting the broad participatory processes required to build support for these types of changes”.

The Executive Secretary of GWP M. Emilio Gabrielli who took part into the GWP/WAWP General Assembly of Partners has accepted to answer to our questions.

GWP has developed at the end of the year 2003 its new strategy for the period 2004–2008. This strategy is focusing on actions on the field. How is it going to be implemented concretely?

During the strategy development process, GWP recognised the need to provide more support to countries to convert concepts into practice and awareness into action. One and a half years on, GWP's focus has consistently shifted to vigorous promotion of improved, more strategic and investment focused national water resource management, and promoting the broad participatory processes required to build support for this change. This strategy development

has been broadly supported and encouraged by partners, governments, donors and others.

Much of the driving force for this adjustment lies in the earlier awareness – by GWP and others – of the need for more sustainable, holistic approaches to the development, management and use of water resources that underlie many of the actions required to achieve the Millennium Development Goals. Recognition of this in the 2002 World Summit on Sustainable Development – the WSSD – resulted in setting the target for countries to develop IWRM and water efficiency strategies and plans – a clear point of articulation for GWP as it gets right to the heart of our mandate.

What are your appreciations of the development process of “IWRM action plans” in general and specifically in developing countries mostly in Sub-Saharan Africa?

National IWRM plans can contribute to meeting the larger social and economic development goals and to resolving recurrent water-related problems hampering national development – such as droughts and floods – and offers ways to deal with potential stumbling blocks, such as lack of support, capacity or financial resources. The target set by the WSSD to develop national Integrated Water Resources Management and Water Efficiency plans by the end of 2005 provides a perfect opportunity to move towards more sustainable and efficient use of water resources that underlies social and economic development. Successful implementation of these strategies and plans is seen as a

pre-condition for example, for reaching the MDG goal to halve the people without sustainable access to safe drinking water and basic sanitation.

IWRM action plans must be implemented once they are developed. Some problems may arise as far as financing the implementation of these plans in developing countries. What could the contribution of GWP be in finding a solution?

Implementation is the difficult part – making the necessary policy, institutional and management adjustments, and building capacity and finding the finance for needed investments and improved services. It is here that the GWP partnerships have a strong role to play in promoting the broad participatory processes required to build support for these types of changes.

Take the Zambia Water Partnership

Prenez le Partenariat pour l'eau de la Zambie par exemple, qui mène déjà des dialogues entre plusieurs acteurs dans le cadre de l'initiative ACIDI en cours sur les objectifs de l'eau. Il travaille avec les services du gouvernement et plusieurs autres acteurs des autres secteurs, particulièrement, pour dessiner les contours d'un cadre pour tout le pays qui pourrait être inclus dans le CSLP – Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Ce cadre englobera toutes les questions relatives au développement social et économique et prendra en compte les questions relatives à l'hydroélectricité, les besoins industriels et l'agriculture. La sécheresse, qui constitue toujours une menace sérieuse, laisse les petits agriculteurs très dépendants du stockage et de l'eau souterraine. En vue de renforcer les arguments pour obtenir plus d'argent pour financer ces interventions, il y a besoin de préciser le coût d'une législation améliorée et d'une réforme institutionnelle pour une gestion plus durable des ressources en eau de la Zambie, avec des détails, par exemple, donnant une indication sur tous les profits à tirer en terme de moyens de subsistance lié à l'accroissement de la production agricole, la petite irrigation, et la réduction des risques sanitaires à travers une amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Le cas de la Zambie montre à quel point il est important pour les acteurs de faire le lien avec le CSLP comme moyen d'introduire l'eau dans les Plans de Développement Nationaux. Si les questions relatives à l'eau ne sont pas prises en compte dans le CSLP ou les Plans Nationaux de Développement, les acteurs auront peu d'influence sur les gouvernements.

Mais les arguments en faveur de l'eau doivent être convaincants ; il est important d'exposer, en termes concrets, le rapport coût bénéfiques des investissements proposés pour le développement des ressources en eau. Par exemple, beaucoup de pays Africains se trouvent dans des zones où l'eau est rare, cependant la plupart de leurs populations dépendent beaucoup de la petite exploitation familiale. Cela les laisse dans une situation très vulnérable et les sécheresses peuvent avoir un impact important sur leurs moyens de subsistance. Le coût des importations alimentaires pendant les périodes de sécheresse doit être équilibré par rapport au coût des investissements pour le développement plus durable des ressources en eau et la gestion à long terme. En faisant cela, il est nécessaire d'élaborer des coûts détaillés d'interventions possibles et les lier aux réformes proposées en termes de leur impact positif sur le développement économique.

for example, that is already in the process of conducting multistakeholder dialogues as part of the ongoing CIDA initiative on the water targets. It is working with government departments and a broad range of stakeholders from other sectors specifically to outline a framework for the whole country that can be included in the PRSP – the Poverty Reduction Strategy Paper. The framework will include those issues related to social and economic development and will include issues on hydropower, industrial needs, and agriculture. Drought, always a serious threat, leaves small scale farmers very much dependent on storage and groundwater. To strengthen the argument for more money to pay for these interventions, the cost of improved legislation and institutional reform for more sustainable management of Zambia's water resources needs to be worked out, for example, at a level of detail that provides a sound indication of the benefits in livelihoods from the increased agricultural production, small scale irrigation, and reduced health risks through improved water

supply and sanitation.

The case of Zambia shows how critical it is for stakeholders to realize how important it is to link to the PRSPs as a means for getting water into National Development Plans. If water issues are not included in the PRSPs or National Development Plans, stakeholders will be able to exert very little influence on governments.

But if the case for water is to be convincing, it is important to state, in tangible terms, the cost ratio benefits of the proposed investments for water development. For example, many African countries lie in water scarce areas yet most of their populations rely heavily on small scale farming. This leaves them in a very vulnerable position and droughts can have large impacts on livelihoods. The cost of food imports during periods of drought needs to be balanced against the cost of investments for more sustainable water development and management in the longer term. In doing this, it is necessary to work out detailed costs of the potential interventions and relate them to the proposed reforms in terms of

De façon décisive, intégrer les questions de l'eau dans les Plans Nationaux de Développement permet aux gouvernements d'allouer, ou de réallouer des financements à l'eau. Et de façon importante, les bailleurs contribuent au financement des Plans Nationaux de Développement. Cependant les politiques GIRE devront s'assurer qu'elles sont utiles et applicables dans n'importe quel scénario, également dans des situations caractérisées par un manque total d'investissement ou de crise ; même dans ces conditions, elles devront s'occuper de la médiation nécessaire entre les acteurs, fixer les priorités pouvant protéger l'acteur le plus faible et permettre tout progrès possible.

Le 4ème Forum Mondial sur l'eau se tiendra en 2006 à Mexico. Pendant ce forum, le GWP sera chargé du thème sur les processus de plans GIRE. Comment le GWP prend-il cette responsabilité et comment les partenariats Régionaux, principalement ceux de l'Afrique, peuvent-ils contribuer et s'impliquer dans le processus ?

Comme vous le savez, le Forum tourne autour de cinq thèmes : l'eau pour le développement, la gestion intégrée des ressources en eau, l'approvisionnement en eau

et l'assainissement, la gestion de l'eau l'alimentation et l'environnement ainsi que la gestion du risque. Le GWP est le "porte flambeau" du thème sur la GIRE et Torkil Jønch-Clausen, un des Conseillers principaux, est la personne qui va coordonner nos contributions au thème. Il y a plusieurs thèmes transversaux également tels que le financement, le renforcement des capacités, les processus politiques etc. Dans ce domaine, des exemples d'actions régionales seront utilisés pour mettre en évidence les questions qui sont abordées dans les pays aujourd'hui. Pour aider à mettre en exergue sur ces questions et ces actions, des comités régionaux composés de plusieurs acteurs seront mis en place pour piloter et soutenir « le Processus Préparatoire » de chaque région. En Afrique de l'Ouest, ces réunions pourraient se tenir en Septembre. Certainement il y aura une publicité qui sera faite autour de ça pour informer les acteurs de la réunion et inviter les gens à y participer. Il est également nécessaire de garder un oeil sur les dernières informations sur le site web du Forum, <http://www.wordwarforum4.org.mx/>.

Comment le GWP Afrique de l'Ouest est-il perçu à Stockholm au sein de la Famille du GWP ?



**Le Ministre d'Etat serrant la main du S.E du GWP
The Senior Minister shaking hands with the GWP Executive Secretary**

their positive impact on economic development. Crucially, getting water issues into the National Development Plans enables governments to allocate, or reallocate, finance to water. And importantly, donors help by funding National Development Plans. However, IWRM policies should ensure that they are useful and applicable under any scenario, also in situations characterized by total lack of investment or crisis. Even under these

conditions, they should deal with the necessary mediation among stakeholders, set priorities which can protect the weakest actor and allow any possible progress.

The 4th World Water Forum will be held in 2006 in Mexico. During this forum GWP will be responsible for the theme on the IWRM planning processes. How is GWP taking up this responsibility and how can



Photo de famille avec le Secrétaire Exécutif de l'ABN (au milieu)
Group picture with the NBA Executive Secretary (Middle)

Le GWP Afrique de l'Ouest est au cœur de la nouvelle stratégie du GWP, puisque que quatre pays sur les seize dans la région sont directement impliqués dans l'appui au processus de planification de la GIRE. La région a été fortement représentée pendant un certain nombre d'années au niveau central par le Président sortant, Athanase Campaoré, qui s'est assuré que la région et le niveau global partagent les expériences locales, en particulier à partir de son propre pays le Burkina Faso. En participant à la deuxième rencontre du CP du GWP Afrique de l'Ouest, la rencontre des partenariats de l'eau et celle du Comité

de pilotage, j'étais impressionné par l'engagement montré par tout un chacun. J'ai été impressionné par le progrès rapide de la région dans sa gouvernance et ses communications, grâce en particulier, au dévouement de Dam et Sidi. J'ai apprécié en particulier, l'effort clair de s'assurer que le partenariat régional de l'eau est directement représentatif des intérêts et des aspirations de tous les partenaires régionaux plutôt que représentatif de chaque partenariat national de l'eau comme c'est le cas dans d'autres régions GWP. J'espère vraiment que le partenariat Ouest Africain de l'eau gar-

dera cette caractéristique qui est entièrement en accord avec les aspirations du réseau du GWP. En effet, faire précéder la réunion du Comité de pilotage par la réunion des partenariats nationaux de l'eau paraît une manière effective d'encourager le dialogue et de contribuer à la perspective régionale, tout en permettant au plus grand nombre possible de partenaires de participer au niveau régional. Daniel Valensuela m'a informé, mais j'ai eu le plaisir de vérifier personnellement, de l'engagement des partenaires régionaux, des représentants du CP et du

CREPA, notre hôte, pour les aspirations du GWP, comme le montrent les liens avec les organisations des bassins fluviaux de la région, la sérieuse discussion sur l'intégration effective du genre et la force de la représentation générale, ainsi que la discussion programmatique à la rencontre des partenaires du réseau. Je suis également très encouragé par la détermination manifestée déjà par Madiodio Niassé, le nouveau Président régional, à s'inspirer du bon travail fait par Athanase et à aller de l'avant avec le WAWP. Enfin, je dois parler de l'hospitalité, de la gentillesse du peuple et du gouvernement nigériens, ainsi que les entretiens avec le Secrétaire Général M. Oussemi Salifou et le Ministre d'Etat, Ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et de la Lutte contre la Désertification M. Abdou Labo. Je suis particulièrement reconnaissant envers Tounkara Yahaya, le Président du Partenariat Nigérien de l'Eau, qui m'a mis très à l'aise au Niger et qui m'a permis d'avoir un séjour agréable. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) Mr. Mohammed Bello TUGA avec qui j'ai eu des échanges. J'espère pouvoir encore visiter le Niger et la région, dans un proche avenir./.

Regional Partnerships mainly from Africa help and get involved in the process?

As you are aware, the Forum is being planned around five themes: water for development, integrated water resources management, water supply and sanitation, water management for food and the environment, and risk management. GWP is the "Beacon" for the IWRM theme and Torkil Jønch-Clausen, one of our Senior Advisors, is the person who is going to coordinate our inputs into this theme. There are several cross cutting themes too such as financing, capacity building, political processes and so on. In this matrix, examples of regional actions are going to be used to highlight the issues that are being addressed in countries today. To help pinpoint these issues and actions, regional multi-stakeholder committees will be established to steer and support each region's "Preparatory Process". In West Africa these meetings are likely to be held around September. Certainly, there will be some publicity built around them

making stakeholders aware of the meetings and inviting people to participate. It is also worth keeping an eye for updates on the Forum website, <http://www.worldwaterforum4.org.mx/>.

How is GWP West Africa seen from Stockholm in the GWP Family?

GWP West Africa is at the heart of the new strategy of GWP as four countries out of sixteen in the region are directly involved in supporting the IWRM planning processes. The region has been for a number of years strongly represented at central level by the outgoing Chair, Athanase Campaoré, who made sure that the region and the global level shared local experiences, in particular from his own country, Burkina Faso. In participating at GWP West Africa's second CP meeting, the country water partnerships meeting, and the Steering Committee meeting, I was impressed by the commitment shown by everyone. I was impressed by how quickly the region has pro-

gressed with its governance and communications, thanks particularly to the dedication of Dam and Sidi. In particular, I appreciated the clear effort to make sure the regional water partnership is directly representative of the interests and aspirations of all the regional partners rather than through a representative from each country water partnership as is done in many other GWP regions. I do hope the West Africa Water Partnership will maintain this feature which is entirely consistent with the aspirations of the GWP network. Indeed, having the country water partnership meeting preceding the Steering Committee meeting seems a very effective way to foster dialogue and contribute to the regional perspective, while allowing as many partners as possible to participate at regional level. Daniel Valensuela has made me aware, but I was pleased to verify personally, the commitment to the GWP aspirations by the regional partners, the SC representatives and our host CREPA as demonstrated by the links to the river basin organizations of the region, the serious discus-

sion about effective gender mainstreaming, and the strength of the overall representation and programmatic discussion at the CP network meeting. I am also very encouraged by the determination already shown by Madiodio Niassé, the new regional Chair, to build on the good work done by Athanase and to move forward with the WAWP. Finally, I must mention the hospitality and kindness of the people and government of Niger, and the serious discussions with Secretary General M. Oussemi Salifou and State Minister, Minister of Energy Hydraulics and Desertification Control M. Abdou Labo. In particular, I am grateful to Dr Tounkara Yahaya, Chair of the Niger Water Partnership, who made me feel very welcome in Niger and made my stay very pleasant. I would like also to thank the Executive Secretary of the Niger Basin Authority (NBA) M. Mohammed Bello TUGA with whom I had fruitful exchanges. I do hope to be able to visit Niger and the region again in the not too distant future.

Rui Luis Silva

Coordonnateur Régional UCRE

« En tenant compte des initiatives en cours et en prévision, tous les pays disposeront à brève échéance de leurs Plans d'Actions »

Propos recueillis par Sidi Coulibaly



Vous êtes le Coordonnateur Régional de l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO et vous avez pris part à la première Assemblée Générale des Partenaires Consultatifs du GWP/Afrique de l'Ouest à Niamey les 31 mars et 1^{er} avril 2005. Quelles sont vos impressions ?

La première Assemblée Générale des Partenaires a été pour moi une surprise très agréable. Ceci est non seulement dû à la qualité des différentes présentations mais aussi à l'intérêt et le dynamisme des participants. Je crois sincèrement qu'on est sur la bonne voie

et que le processus GIRE dans notre région est déjà une réalité. A signaler également la présence des responsables du GWPO, notamment de son Secrétaire Exécutif, ce qui montre que la démarche de l'Afrique de l'Ouest n'est pas un processus isolé mais faisant partie de la grande marche planétaire vers une gestion plus équitable et plus efficace dans le cadre du développement durable.

Vous avez fait une communication sur le thème central de cette AG, à savoir : « les plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest : état des lieux et perspectives ». Pour les lecteurs de Running Water pouvez-vous nous faire l'état de mise en oeuvre de la GIRE dans la sous région ?

Comme je l'ai dit auparavant, le processus GIRE dans notre région est une réalité et tous les pays se sont engagés fermement, depuis 1998, dans cette lancée. Si on tient compte que le processus

GIRE est une boucle continue, sans point de départ et sans point d'arrivée, et qu'on peut entrer dans n'importe quelle étape de la boucle, on peut dire qu'en Afrique de l'Ouest, tous les pays ont déjà initié le processus. En terme d'élaboration des Plans Nationaux GIRE, par contre, il y a des pays qui l'ont déjà élaboré, d'autres qui ont commencé et d'autres qui attendent les financements pour le faire. Je suis sûr, en tenant en compte des initiatives en cours et en prévision, que tous les pays disposeront à brève échéance de leurs Plans d'Actions.

Il y a un ensemble d'actions régionales en cours, notamment la mise en place du Cadre Permanent de Coordination et de Suivi, l'élaboration de la Politique Régionale de l'Eau, l'élaboration de la Convention Cadre Régionale pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau Partagées et la création et/ou la redynamisation des organes de bassins partagés (Volta pour la création et Niger et Sénégal pour la redynamisation). Un grand projet d'environ 23 millions de dollars américains, financé par la BAD, démarrera bientôt et concerne la gestion intégrée des végétaux aquatiques envahissants dans 8 pays (Bénin, Gambie, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal et Mauritanie). D'autres projets ont été soumis à l'Union Européenne dans le cadre de l'Initiative ACP/Union Européenne

Rui Luis Silva

WRCU regional Coordinator

“Taking into account ongoing and planned initiatives, all the countries will have their Action Plans Very soon”

Interviewed by Sidi Coulibaly

Mr Rui Luis Silva, you are the Regional Coordinator of the ECOWAS Water Resources Coordinating Unit and you attended the first GWP/West Africa Consulting Partners General Assembly in Niamey on 31st March and 1st April 2005. What are your impressions ?

The first General Assembly of Partners was for me a pleasant surprise. Not only because of the quality of the various presentations, but also because of the dynamism of the participants. I sincerely think that we are on the right way and that the IWRM

process in our region is already a reality. The presence of the GWPO must also be mentioned, notably the Executive Secretary, which shows that the approach of West Africa is not an isolated process but, it is part of the global step towards a more suitable and more efficient management for a sustainable development.

You made a presentation on the central theme of this General Assembly, namely : “the national Integrated Water Resources Management plans in West Africa : assessment and perspectives”. For the readers of Running Water, can

you tell us the state of implementation of IWRM in the sub-region ?

As I said before, the IWRM process in our region is a reality and all the countries are strongly committed, since 1998, in this way. If we take into account the fact that the IWRM process is a continuous loop, with no starting point nor arrival point, and that one may enter at any stage of the loop, it must be said that in West Africa all the countries have already initiated the process. As far as the elaboration of IWRM National Plan is concerned however, there are still some countries which have already elaborated it, others which started and others which are waiting for funding to start. I am sure, in taking into account the ongoing and planned initiatives, that all the countries will have their Action Plans in a very short term.

There is a set of regional ongoing actions notably the setting up of the Permanent Framework for Coordination and Follow-up, the elaboration of the Regional Water Policy, the

elaboration of the Regional Framework Convention for the Integrated Management of Shared Water Resources and the creation and/or revitalization of shared basins organizations (Volta for creation ; Niger and Senegal for revitalization). A big project of about 23 million US dollars, funded by the ADB will start soon and relates to the integrated management of invasive aquatic plants in 8 countries (Benin, the Gambia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal and Mauritania). Other projects are submitted to the European Union within the ACP/European Union initiative on Water Resources which was launched during the Johannesburg Summit in 2002.

The WRCU was established to implement the IWRM regional action plan in West Africa. In relation to the recommendations of the Johannesburg World Summit which invited the States to develop their National IWRM Plans by the end of this year 2005, is not the West Africa region lagging behind?

sur les Ressources en Eau qui avait été lancée lors du Sommet de Johannesburg en 2002.

L'UCRE a été créée pour mettre en œuvre le plan d'action régional GIRE en Afrique de l'Ouest. Par rapport aux recommandations du Sommet Mondial de Johannesburg qui invitent les Etats à élaborer à la fin de cette année 2005 leur plans nationaux GIRE, la région Ouest Africaine n'est-elle pas très en retard ?

Tout d'abord une petite précision. La structure qui a été créée, au sein de la CEDEAO, non seulement pour mettre en œuvre le plan d'action régional GIRE mais aussi pour s'occuper de tous les aspects liés à la gestion des ressources en eau au niveau régional, c'est le Cadre Permanent de Coordination et de Suivi (CPCS), qui comporte d'autres organes tels que le Comité Ministériel de Suivi (CMS), le Comité Technique des Experts (CTE) et le Conseil Régional de Concertation sur les Ressources en Eau (CRCRE). L'UCRE (Unité de Coordination des Ressources en Eau) est l'organe exécutif de ce cadre.

Concrètement sur la question, je dirais non, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'engagement des partenaires, pris à Johannesburg, n'a pas été suivi d'effets pratiques. Il y a d'autres régions du monde, plus aisées que la notre,

qui ne disposent pas encore d'un Plan GIRE, y inclus certains pays européens et des pays qui sont parmi les plus grands du monde. Il faut aussi signaler le fait que l'engagement pour 2005 s'avérait être trop optimiste, si on tient compte des délais normalement nécessaires entre la préparation d'un document de projet, la mobilisation des fonds et sa mise en œuvre.

Comme je l'avais dit auparavant, on est sur la bonne voie et, je suis sûr qu'avec l'appui de nos partenaires, dans un temps raisonnable tous les pays disposeront d'un plan GIRE.

L'UCRE est une structure relativement nouvelle, pouvez-vous la présenter à nos lecteurs ?

L'UCRE est l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO. En conformité avec la Décision des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO, du 21 décembre 2001, l'UCRE est l'organe exécutif du CPCS. Elle est chargée de la coordination et du suivi de la mise en œuvre des décisions du Comité Ministériel de Suivi et elle assure en outre les fonctions de suivi et de supervision des activités de la CEDEAO dans le domaine de la gestion de l'eau. Elle a le rang de Département, sous l'autorité du Secrétaire Exécutif Adjoint, chargé des programmes d'intégration. L'eau

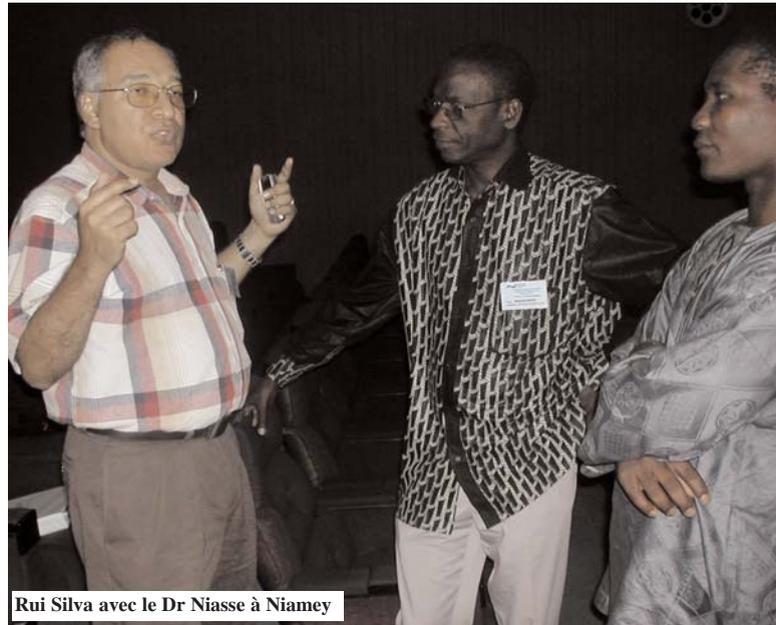
étant une question transversale, l'UCRE doit contribuer de manière active à la prise en compte des principes de gestion intégrée des ressources en eau dans les programmes sectoriels de la CEDEAO, notamment l'agriculture, l'environnement, l'énergie, l'industrie, etc.

Quelle est votre approche pour la promotion de la GIRE en Afrique de l'Ouest ?

La promotion de la GIRE en Afrique de l'Ouest doit passer par une forte prise de conscience à tous les niveaux, à commencer par le niveau politique. Sans un soutien et un fort engagement politique, la GIRE ne sera pas possible.

Associé à l'engagement politique on doit promouvoir des campagnes de sensibilisation et de formation, beaucoup de formation, et faire en sorte que les principes de la GIRE soient repris dans les manuels scolaires. Pour que la gestion intégrée des ressources en eau soit une réalité il faut qu'elle devienne un comportement, un état d'esprit. C'est pour cela qu'on a prévu dans notre programme 2005 une session de formation des formateurs sur la GIRE dans le but de pouvoir démultiplier l'expérience au niveau de tous les pays de la région ouest africaine.

Quelle est la nature des relations qu'a l'UCRE avec le



Rui Silva avec le Dr Niassé à Niamey

that the commitment for 2005 turned out to be too optimistic, if we take into account the time limits normally required between the preparation of the project document, the fund raising and the implementation.

As I said before, we are keeping the right pace and I am convinced that with the support of our partners, in a reasonable time, all the countries will have their IWRM plans.

The WRCU is a relatively new structure, can you introduce it to our readers ?

The WRCU is the ECOWAS Water Resources Coordinating Unit. In compliance with the Decision of ECOWAS Heads of States and Governments, dated 21st December 2001, the WRCU is the executive body of the PFCF. It is in charge of coordinating and monitoring the implementation of the Ministerial Follow-up Committee decisions ; moreover, it ensures the functions of follow-up and monitoring ECOWAS activities in the area of water management. It ranks as a

Department, under the authority of the Deputy Executive Secretary, in charge of integration programmes. Water being a crosscutting issue, the WRCU must actively contribute to the mainstreaming of the principles of integrated water resources management into ECOWAS sectorial programmes, notably agriculture, environment, energy, industry, etc.

What is your approach for the promotion of IWRM in West Africa ?

The promotion of IWRM in West Africa needs strong awareness at all levels, starting with the political level. Without the support and a strong political commitment, IWRM will not be possible. In addition to political commitment, awareness raising and training - a lot of training - campaigns must be promoted, and the IWRM principles must be included in

school manuals. For integrated water resources management to become a reality, it must become a behaviour, a state of mind. This is the reason why we planned in our 2005 programme a training session for trainers on IWRM in order to replicate the experience at the level of all the countries in the West African region.

What kind of relationship exists between WRCU and WAWP and what are the prospects for these relations?

The relations between WRCU and WAWP are excellent. It must be underlined that the West African Water Vision, conducted by WATAAC (the body which worked to establish WAMP) and the elaboration of a Regional IWRM Action Plan in West Africa, conducted by the SISCOA-IWRM, were carried out in parallel,

First of all, let me give a small precision. The structure which was established within ECOWAS, not only to implement the regional IWRM action plan but also to address all the aspects related to water resources management at the regional level, is the Permanent Framework for Coordination and Follow up (PFCF), which includes other bodies such as the Ministerial Follow-up Committee (MFC), the Technical Committee of Experts (TCE), and the Regional Council for Consultation on Water Resources (RCCWR). The WRCU (Water Resources Coordinating Unit) is the executive body of this framework. Concretely on the issue, I will say no, for several reasons. First of all, the commitment of all the partners, taken in Johannesburg, was not followed by practical effects. There are other regions in the world, richer than ours, which have no IWRM plan yet, including some European countries and some of the greatest countries in the world. It must also be mentioned

WAWP et les perspectives de ces relations ?

Les relations avec le WAWP sont excellentes. Il faut signaler que l'élaboration de la Vision Ouest Africaine de l'Eau, conduite par le WATAC (l'organe qui a travaillé à la mise en place du WAWP) et l'élaboration du Plan d'Action Régional GIRE en Afrique de Ouest, conduite par le SISCOA-GIRE, ont été menées, en parallèle, avec une forte synergie et des échanges permanents. Ces deux processus ont été achevés à la même période et approuvés par le Comité Ministériel de Suivi en mars 2000, avant le Forum Mondial de l'Eau de la Hayes.

Nombre de plans d'actions nationaux, en cours d'élaboration, sont financés par des partenaires à travers le GWP-WAWP avec la collaboration de l'UCRE.

Un accord général de coopération entre la CEDEAO et le GWP-WAWP est en cours d'établissement pour renforcer les liens déjà existants.

La recherche de synergies est une constante dans nos rapports et un rapprochement est actuellement à l'analyse entre l'Assemblée générale des Partenaires du WAWP et le conseil régional de concertation sur les ressources en eau du CPCS, dont la composition est très proche l'une de l'autre./.

with a strong synergy and regular exchanges. These two processes were completed at the same period and were approved by the Ministerial Follow-up Committee in March 2000, before The Hague World Water Forum.

A number of national action plans, in the process of elaboration, are funded by partners through the GWP-WAWP with the collaboration of WRCU.

A general cooperation agreement between ECOWAS and GWP-WAWP is in the process of being set up in order to strengthen the already existing links. Seeking synergies is a permanent feature in our relationships and ways to bring closer the General Assembly of Partners and the regional consultation on water resources of PFCF, whose composition is very close to one other, are currently being analysed. /.

Mohammed Bello TUGA

Secrétaire Exécutif ABN

“Avant 1998, beaucoup de gens ne connaissaient pas l'existence de l'ABN. Aujourd'hui, nous sommes connus dans une certaine mesure”

Propos recueillis par Marie Quenum et Sidi Coulibaly

M. Mohamed Bello Tuga, vous êtes le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du fleuve Niger (ABN), merci d'avoir accepté de répondre à nos questions.

La première Assemblée Générale des Partenaires du Partenariat Ouest-Africain de l'Eau s'est tenue à Niamey au Niger où vous vous trouvez sur le thème de « Plans nationaux d'action GIRE en Afrique de l'Ouest : état et perspectives ». L'ABN est l'une des plus importantes institutions de bassins transfrontaliers d'Afrique, pouvez-vous nous dire quel est l'état de la GIRE au sein de l'ABN ?

Pour ce qui concerne la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, c'est une composante à laquelle l'ABN a donné la priorité depuis 1998 quand la première réunion des Ministres Africains des ressources en eau s'est tenue et que cette idée de GIRE a été adoptée à

Ouagadougou. C'est à ce moment que l'histoire de l'ABN a été revisitée c'est-à-dire que les Ministres ont convenu de donner un nouvel essor à l'ABN. Et je peux vous dire que depuis ce temps, l'ABN a fait beaucoup de progrès et tous les pays membres sont revenus et sont à jour en terme de paiement



Mohammed Bello Tuga dans son bureau
Mohammed Bello Tuga in his office

Mohammed Bello TUGA

NBA Executive Secretary

“Before 1998 many people didn't know the existence of NBA. Today, we are known to some extent”

Interviewed by Marie Quenum and Sidi Coulibaly

The first General Assembly of West Africa Water Partnership's Consulting Partners was held in Niamey, Niger where you are staying around the theme of “IWRM action Plans in West Africa: statutes and perspectives”. The Niger Basin Authority is one of the most important transboundary river basin institutions in Africa, could you tell us what the status of IWRM is within NBA?

As far as the Integrated Water Resources Management is concerned, it is a component that has been given priority by the NBA since 1998 when the first meeting of the West African Ministers on Water resources was held and this idea of IWRM was adopted in Ouagadougou. And I can say it was that time that the history on NBA was

revisited i.e. the Ministers agreed to revitalise the NBA. And I can tell you that since that time, NBA has made a lot of progress and all the member countries have come back and are on and off in their expectations in terms of payment of contributions, attendance of meetings (statutory and non statutory meetings).

As you know, river Niger is transboundary and as well as some of its tributaries and we are much concerned with this issue of Integrated Water resources Management. We have already gotten some donors, the French government and the European Union who are actively involved in this process. I can say that we are really making progress and we know with this idea of IWRM that things can move

des cotisations, de participation aux réunions (réunions statutaires et non statutaires). Comment vous le savez, le fleuve Niger est transfrontalier et certains de ses affluents le sont et nous nous intéressons beaucoup à cette question de gestion intégrée des ressources en eau. Nous avons déjà trouvé des bailleurs de fonds, le gouvernement français et l'Union Européenne, qui sont activement

better as far as management of water resources is concerned in the basin and the suspicion among the member countries can be reduced to the barest minimum. This can bring collaboration and integration among the members States.

In April 2004, Heads of States of NBA took a commitment in Paris for a shared vision process on the Niger river resources management. What is the exact meaning of that?

This shared vision is a process we are now involved within how the NBA will be in the next 25 years (that is by the year 2025). And the whole idea is to see how the member countries will work together, cooperate among themselves, identify some key transboundary projects. So, we are trying now to de-emphasize on national activities rather than regional projects. As you

impliqués dans ce processus. Je peux dire que nous faisons vraiment des progrès et nous savons qu'avec cette idée de GIRE, les choses peuvent mieux progresser pour ce qui concerne la gestion des ressources en eau du bassin et les soupçons entre les Etats membres peuvent être réduits au minimum. Cela va renforcer la collaboration et l'intégration entre les Etats membres.

En avril 2004, les Chefs d'Etat de l'ABN se sont engagés à Paris pour un processus de vision partagée sur la gestion des ressources du fleuve Niger. De quoi s'agit-il exactement ?

Cette vision partagée est un processus dans lequel nous sommes impliqués pour voir comment sera l'ABN dans les 25 prochaines années (c'est-à-dire d'ici l'an 2025). Et toute l'idée consiste à voir comment les pays membres vont travailler ensemble, coopérer entre eux, identifier des projets transfrontaliers clés. Ainsi, nous essayons maintenant d'insister moins sur les activités nationales que sur les projets régionaux. Comme vous le savez, ce fleuve nous appartient à tous, donc, si chaque pays continue à faire ce qu'il veut dans sa portion d'eau, cela va générer, un jour, une crise et peut mener à une guerre.

C'est l'une des raisons pour

laquelle, en 2004, les Chefs d'état ont tenu, à Paris, une conférence avec les partenaires au développement sur cette vision partagée. C'est un engagement qu'ils ont pris devant le monde entier de travailler ensemble avec l'intérêt commun d'intégrer les pays membres. Un document intitulé, la « Déclaration de Paris sur la bonne gouvernance » a été produit. Comme nos partenaires au développement ont été impressionnés par l'engagement politique de nos Chefs d'état sous la conduite de la Banque Mondiale, ils ont convenu d'assister l'ABN dans ce processus. C'est un processus très long, mais je peux dire avec bonheur que nous avons déjà fait du chemin. Le processus a débuté depuis que nous avons eu l'engagement des Chefs d'état et avons reçu instruction du Président du sommet, le Président Tanja de la République du Niger d'aller de l'avant, avec le processus. Nous avons conduit des études multi sectorielles dans tous les pays membres.

Nous avons identifié quatorze secteurs allant des ressources en eau à l'environnement, au tourisme, à la santé et à tous les autres dans le bassin. Ceci a été fait dans le but d'identifier les projets d'envergure dans chaque bassin. Des consultants ont été choisis dans tous les pays membres. Ils ont réalisé des études et toutes les

études ont été remises au Secrétariat. Nous avons ainsi recruté un autre groupe de consultants qui a mis ensemble ces documents et ont produit un premier rapport de synthèse qui nous a également été remis en décembre 2004. Nous avons ensuite tenu un atelier régional à Bamako en janvier 2005, atelier au cours duquel ce document a été validé avec les bailleurs de fonds. Nous pouvons presque dire que c'était comme une petite conférence de Paris parce que tous les bailleurs de fonds qui étaient à Paris ont envoyé leurs représentants pour voir quels étaient les domaines clés qui ont été identifiés. Nous sommes parvenus maintenant à trois thèmes principaux : le premier est la protection de l'environnement et de l'écosystème, le deuxième est le développement des infrastructures dans le bassin et le troisième concerne le renforcement des capacités de l'institution et des pays membres. C'est ce qui a été retenu et le document sera envoyé aux Ministres à Abuja au mois de mai pour approbation finale. Après cela, nous allons maintenant vers

la seconde phase de la vision partagée.

Nous avons essayé d'élaborer une stratégie globale qui essaie, sur la base du rapport, d'identifier les projets qui seront d'intérêt pour les pays membres et qui seront des projets transfrontaliers. Ainsi le processus a déjà commencé avec l'appui de la Banque Mondiale. Quand ces projets auront été identifiés dans les six prochains mois ou à peu près, le document nous sera remis pour approbation finale par les ministres. Quand ces projets auront été approuvés, nous pourrions alors les présenter aux bailleurs de fonds certainement l'année prochaine.

Nous tiendrons alors une autre conférence de bailleurs de fonds au cours de laquelle chaque bailleur de fonds s'engagera sur la nature et le niveau de sa contribution dans chaque projet. Tout ceci se fait dans la transparence. Depuis Paris, toutes ces activités sont menées avec l'appui des bailleurs de fonds. Cela nous facilite la recherche de fonds et permet aux bailleurs de fonds de savoir ce qui se passe pour voir si



Mr Tuga and Gabbrielli

know this river belongs to all of us and therefore if each country keeps on doing what it likes in its water portion, it will one day generate crisis, it can even lead to war. That is one of the reasons why in 2004, our Heads of State in Paris held a conference with development partners on this shared vision. It was a commitment they took before the whole world to work together with the common interest to integrate the member countries. A document called the "Paris Declaration on the good governance" was produced. As our development partners were impressed by the political commitment of our Heads of States, under the leadership of the World Bank, they agreed to assist the NBA in this process. This is a very long process but I can say happily we have gone far. The process started since we got the commitment of Heads of States and we had an instruction from the Chairman of the summit, President Tanja of the Republic of Niger to go ahead with the process. We have now conducted multi sectoral studies in all the member countries. We have identified fourteen sectors ranging from

water resources, environment, tourism, health and the rest of them in the basin. This is to identify the projects that are really of importance in each basin. Consultants were selected in all the member countries. They conducted the studies and all studies brought to the Secretariat. There by we recruited another set of consultants who matched these documents and they produced an original synthesis report which was also handed over to us in December 2004. Then, we held a regional workshop in Bamako in January 2005 where this document was validated together with our donors. Virtually, we can say it was like a small Paris conference because all the donors who were in Paris sent their representatives to see what are the key areas that were identified. We now arrived at three major issues: the first one is the protection of the environment and the ecosystem, the second one is the development of the infrastructure in the basin and the third one is the reinforcement of the capacity of the institution and the member countries. This is what we have agreed and

the document will be forwarded to the Ministers in Abuja in May for final approval. After this, it now makes us to move to the second phase of the shared vision. We tried to develop a master plan which tries to identify, based on the report, the projects that will be of interest to the member countries, that will be transboundary projects. So the process has already started with the support of the World Bank. When these

projects have been identified within the next six months or so, the document will be brought to us for final approval by the Ministers. When these projects have been approved, then, we will present them to the donors sometimes next year. We will then hold another donor conference where each donor will commit himself to how much to contribute on each, on what and at what level. This is done transparently. Since



Mohammed Bello Tuga avec Dr Tounkara, président du CWP Niger
Mohammed Bello Tuga with Dr Tounkara, chair CWP Niger

cela correspond à leurs règles et règlements et si cela ne correspond pas, nous recherchons des alternatives. Toutes ces activités que nous menons le sont avec l'aide de tous les bailleurs de fonds : le gouvernement français, la Banque Mondiale, le Canada, l'Union Européenne, etc...

Au terme de tout cela en 2006, il y aura une série d'activités en cours dans les pays membres de l'ABN pour le développement du bassin.

Ceci dit, cela ne signifie pas que nous sommes inactifs actuellement parce que nous savons

habituellement que les études, les consultations entre les pays membres et les acteurs prennent beaucoup de temps. Nous savons qu'il y a des problèmes sur le terrain qui ont besoin d'être résolus, aussi avons-nous, à travers l'appui de certains bailleurs de fonds, élaboré des projets tels que la lutte contre l'ensablement dans le bassin du Niger. Ce projet a déjà commencé pour sa première phase dans trois pays qui sont gravement affectés par l'avancée du désert, le Niger, le Burkina et le Mali. Des efforts sont faits par la Banque Mondiale pour étendre ce projet à d'autres pays

membres. Nous disposons également d'un financement du FEM concernant les eaux du fleuve et la dégradation des sols qui est également un problème environnemental et le troisième concerne la gestion intégrée des ressources en eau qui est financé par l'Union Européenne et le gouvernement Français.

Ces trois projets sont menés sur le terrain, concomitamment avec le processus. Ainsi quand le processus arrivera à son terme, ces projets seront intégrés car les études tiennent compte de l'existant afin que nous puissions faire des avancées.

Combien coûte tout ce processus ?

Nous sommes actuellement à l'étape des études et n'avons donc pas convenu de montant. Le seul montant que nous connaissons est celui concernant les études. La première phase est déjà achevée avec l'appui des trois bailleurs de fonds dont je vous ai déjà parlé. Nous allons maintenant vers la seconde phase qui démarrera à partir de la réunion d'Abuja et elle est estimée à environ huit (8) millions d'euros.

Je voudrais vous dire, avec bonheur, que nous avons eu des bailleurs de fonds (la Banque Mondiale, l'Union Européenne,

la Banque Africaine de Développement et le gouvernement français) qui souhaitent contribuer. Ces institutions ont engagé beaucoup d'argent et nous n'avons donc aucun problème pour ce qui concerne le financement de ces études. Nous pensons qu'avec l'implication des bailleurs de fonds dans tout le processus, il sera plus facile de mobiliser des fonds pour les investissements.

Quand nous parlons de vision partagée, nous pensons à l'implication de beaucoup d'autres partenaires différents des gouvernements et des bailleurs de fonds. Quelles sont vos attentes en termes de contribution de ces partenaires, en particulier du Partenariat Ouest Africain de l'Eau ?

Le GWP/Afrique de l'Ouest est un véritable partenaire du processus. Comme vous le savez, à la conférence de Bamako, nous les avons invité parce que nous pensons que nous travaillons dans le même domaine et avons besoin de nous compléter les uns les autres. Ils sont vraiment impliqués dans toutes nos activités et, nous les avons invité à Bamako et ils ont beaucoup contribué. Pour la prochaine réunion d'Abuja, une invitation leur a été envoyée. Des concertations sont toujours faites avec eux parce que nous les considérons comme des acteurs dans ce

Paris all these activities are done with the support of the donors. It makes easier for us to source for funds. It makes easier for the donors to know what is going on, to see if it tallies with their rules and regulations and if it doesn't tally, we look for alternatives. So, all these activities we are doing are with the help of all donors, the French Government, the World Bank, Canada, the European Union and so on.

By the time we finish by the year 2006, one will see a lot of activities going on in the NBA member countries for the development of the basin.

Having said this, it does not mean we are not doing anything, because we know usually studies, consultations among the member countries and stakeholders take a lot of time. We know there are problems on the ground that need to be addressed so we have, through the support of some donors, developed some projects like the control of silting in the Niger basin. This project has already started for the first time in three countries that are seriously affected by the desert encroachment, Niger, Burkina and Mali. Efforts

are being made by the World Bank to expand this project to other member countries. We also have a funding from the GEF on the rivers water and land degradation which is also an environmental problem and the third one is on the Integrated Management of Water Resources which is being funded by the European Union and the French Government. These three projects are going on in the field side by side with the process. So, by the time the process will come to an end, these projects will be integrated because the studies are taking account of what is going on so that we can make some progress.

How much does all this process cost?

We are now at the step of conducting studies so we have not agreed on the amount. The only amount we know is that which involves some studies. The first phase has already finished with the support of the three donors I told you earlier on. We are now moving to the second phase which will kick off from the Abuja meeting and it is estimated at about eight (8) million Euros.

And happily I want to tell you we have got the donors who are willing to do that (the World Bank, European Union, the African Development Bank and the French Government). These institutions have committed a lot of money and so we have no problems as far the funding of these studies are concerned. We think that since the donors are involved in the all process it will be easier to raise funds for the investments.

When we talk of the shared vision, we think of the involvement of many other partners apart from governments and donors. What are your expectations in terms of contribution of these partners, specifically the West Africa Water Partnership?

GWP/West Africa is a real partner in this process. As you know at Bamako conference, we invited them because we think that we are working in the same domain and we need to complement each other. They are really involved in all our activities and we invited them in Bamako and they con-

tributed a lot. For the next meeting in Abuja, invitation has been sent to them. Consultations are always done with them because we see them as stakeholders in this process and we hope to continue with them up to the end.

Apart from this process what kind of relationships do you think can be developed between GWP/West Africa and NBA?

The relationship is that GWP is an organ that deals with water issues and we are almost the same institution. So, we believe we have so many things in common. I had discussions with the Executive Secretary of the Global Water Partnership and we have agreed that there is a need to come closer to relate together. We shall be trying to be closer than it used to be. As you know, it is when you come closer to people that you learn to know what they are doing. That why we have agreed that in all our meetings and in all their meetings we will try to attend so that the cooperation can be enhanced. This brings to the issue of

processus et nous espérons continuer avec eux jusqu'à la fin.

En dehors de ce processus, quel genre de relations peuvent être développées, selon vous, entre le GWP/Afrique de l'Ouest et l'ABN ?

La relation est que le GWP est un organe qui évolue dans le domaine de l'eau et nous faisons la même chose. Nous pensons donc que nous avons beaucoup de choses en commun. J'ai eu des discussions avec le Secrétaire Exécutif du Partenariat Mondial de l'Eau et nous avons convenu qu'il est nécessaire de se rapprocher pour avoir des relations. Nous essayerons d'être plus proches que nous ne l'avons été. Comme vous le savez, c'est quand vous vous rapprochez des gens que vous apprenez à mieux connaître ce qu'ils font. C'est pour cela que nous avons convenu que chaque institution prenne part aux réunions organisées par l'autre afin que la coopération puisse s'améliorer. Ceci amène à la question du Fonds Africain de l'Eau dont nous avons discuté. Nous nous rencontrerons dans le cadre de la semaine africaine de l'eau de la Banque Africaine de Développement pour discuter davantage des domaines d'intérêt commun.



the African Water Facility that we have discussed. We shall be meeting within the framework of the Africa water week of the African Development Bank to discuss further common interest areas.

NBA through Mr. Ould Aly is chairing the African Network of Basin Organisations (ANBO). What are your expectations on this organisation in the implementation of IWRM mainly in West Africa?

It is an association that involves a lot of water stakeholders not only river

L'ABN à travers M. Ould Aly préside le Réseau Africain des Organisations de Bassins. Qu'attendez-vous de cette organisation pour la mise en œuvre de la GIRE, particulièrement en Afrique de l'Ouest?

C'est une association qui comprend de nombreux acteurs de l'eau et pas seulement des institutions de bassins fluviaux, et nous la présidons. Le mandat a été renouvelé l'année dernière à Dakar lors de l'Assemblée Générale. Nous savons qu'il existe un besoin d'échange d'informations. C'est une nouvelle organisation mais nous avons beaucoup de choses à faire en commun avec l'OMVS qui assure le secrétariat permanent de cette organisation. Nous essayons de voir comment initier et coordonner les activités. Mais nous sommes en train de faire de la sensibilisation maintenant parce que lors de la dernière rencontre nous nous sommes rendus compte qu'il est nécessaire d'entreprendre des campagnes dans ce sens. Nous sommes en train d'organiser une visite dans quelques pays de l'Afrique de l'Est, du Sud et du Centre pour les sensibiliser. Pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, je pense que nous sommes sur la bonne voie parce qu'en terme d'intégration, cette région a beaucoup d'avance. Avec la CEDEAO, les rappor-

tements au niveau sous régional Ouest Africain sont beaucoup plus faciles. Je pense que les relations du RAOB et du GWP/Afrique de l'Ouest vont se renforcer davantage et il est plus facile de le faire parce qu'il y a beaucoup d'institutions qui sont communes aux deux organisations.

Pouvez-vous présenter votre institution à nos lecteurs ?

L'ABN est une institution inter-gouvernementale qui appartient à neuf pays. Comme vous le savez, le fleuve Niger traverse cinq principaux pays : la Guinée, le Mali, le Niger, le Bénin et le Nigeria mais il y a d'autres pays qui ont des affluents comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad et le Cameroun. Cette institution a été créée en 1964. Elle a commencé à travailler, puis a brusquement sombré. Comme je vous l'ai dit auparavant, c'est réellement en 1998 lors de la réunion des Ministres Africains en charge des ressources en eau que cette question de l'ABN a été soulevée. Depuis, l'organisation a été redynamisée. Il y a maintenant deux principaux départements : la direction technique et la direction de l'administration et des finances dirigées par le Secrétaire Exécutif.

A cause du processus de vision partagée en cours, nous avons un

devoir de restructuration au niveau interne et externe. A l'interne, sachant les défis auxquels nous faisons face et les capacités dont nous disposons, nous devons nous faire aider par de personnes compétentes capables de faire le travail. Le processus a déjà fait du chemin et à partir de la réunion d'Abuja, une nouvelle organisation va se joindre à moi afin de relever le défi.

Au niveau national, nous nous sommes rendus compte qu'il y avait beaucoup d'activités en cours à l'ABN. Dans chaque pays, nous avons ce que nous appelons un point focal, mais au vu de la pression, nous avons senti que nous devons également réorganiser ce système. Aussi essayons nous d'avoir des structures focales; dans chaque pays il y aura un comité qui peut être dirigé par un directeur avec autant de personnes qui sont des acteurs, et qui coordonneront les activités conjointement avec l'ABN afin qu'il puisse y avoir une prise de conscience et que les gens se rendent compte de l'existence de l'ABN.

Je peux vous dire qu'avant 1998, beaucoup de gens ne connaissaient pas l'existence de cette organisation, même ceux qui vivent à Niamey [où se trouve le siège], mais Dieu merci, nous pouvons dire que nous sommes connus dans une certaine mesure.

basin institutions and we are chairing it. This is the second term since the mandate was renewed last year in Dakar during the General Assembly. We know there is a need of exchange of information, it is very new set up but we have a lot of things to do in common with OMVS which is assuming the permanent secretariat of this organisation. We are trying to see how we can bring in and coordinate activities. But now we are trying to sensitise the mass because during the last meeting, we realised there is a need to embark on a lot of campaign and we are organising a tour of some of the East, South and Central Africa entries to sensitise them. As far as West Africa is concerned, I think, we are on the right track because in terms of integration this region has gone very far. Right from the time when ECOWAS was introduced, you find it is much easier to relate at sub regional level within West Africa.

I think the relationships of the ANBO and GWP/West Africa will be more reinforced and it is easier to do so because there are a lot of institutions

that are common to them.

Could you introduce your institution to our readers?

NBA is an inter governmental organisation owned by the nine member countries, as you know the river crosses through five major countries from Guinea, Mali, Niger, Benin and Nigeria but there are other countries who have tributaries like Burkina, Côte d'Ivoire, Chad and Cameroon. This institution was established as far back as in 1964. It started working and went suddenly down. As I told you earlier, it was really in 1998 at the meeting of the African Ministers of Water resources when this issue of NBA was brought up. Since then, the organisation has been revitalised. Just last year, we had conducted an audit of the institution. There are now two major departments: the directorate of technical and the directorate of administration and finance headed by the Executive Secretary.

Because of the process of shared vision going on, we have to embark on many

organisations internally and externally. Internally in the sense we know the challenges facing us and we know the capacities we have, so we had to open up to bring in new hands, capable hands that will do that. The process has gone a long way and by the time we meet in Abuja a new setup will be joining me so that we meet the challenge. At the national level, we realised that there is a lot of activities going on at the NBA and in each country, we have what we call focal point, but looking at the pressure, we felt there is need also to reorganise that system. So we are trying to have focal structures, in each country there will be a committee may be headed by a director with so many people who are stakeholders that will coordinate the activities of these organisations together with the NBA so that there can be awareness, people know the existence of the NBA. I can tell you that before 1998 many people didn't know the existence of this organisation even those living in Niamey [where the headquarters are]. But thank God, we can say now we are known to a certain extent.

Statuts du Partenariat Ouest Africain de l'Eau

PREAMBULE

Les partenaires du secteur de l'eau de l'Afrique de l'Ouest, réunis en Assemblée Constitutive à Bamako, du 25 au 27 mars 2002,

- Préoccupés par la dégradation quantitative et qualitative des ressources en eau, par la dégradation de l'environnement, et par leurs conséquences négatives sur la vie des populations de l'Afrique de l'Ouest ;
- Préoccupés par les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les Etats de l'Afrique de l'Ouest pour assurer un équilibre durable entre une demande croissante et des ressources en eau limitées ;
- Conscients que l'eau est une ressource naturelle limitée et d'importance vitale ;
- Conscients que la gestion durable des ressources en eau en Afrique de l'Ouest est un des principaux enjeux de l'avenir ;
- Conscients que la fourniture aux populations les plus démunies de l'eau potable et des services d'assainissement de base

est un des éléments clés de la réduction de la pauvreté ;

- Conscients que la protection des ressources en eau douce et de leur qualité passe par la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, conformément aux dispositions du chapitre 18 de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement à Rio en juin 1992 ;
- Conscients qu'une gestion intégrée des ressources en eau

exige une mobilisation sociale de tous les acteurs du secteur de l'eau ;

- Désireux de coopérer dans le domaine des ressources en eau pour la réalisation d'un consensus régional sur l'eau et pour un développement durable ;
- Considérant l'œuvre accomplie par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP), et adhérant à ses objectifs et à son organisation ;
- Considérant les engagements contenus dans la Déclaration de Ouagadougou adoptée par la

Conférence ouest africaine sur la gestion intégrée des ressources en eau de mars 1998 ;

- Considérant la réunion constitutive du Comité Technique Consultatif pour l'Afrique de l'Ouest du Partenariat Mondial de l'Eau, tenue en janvier 1999 à Ouagadougou ;
- Considérant la Vision ouest africaine sur l'eau, la vie et l'environnement au 21^e siècle, adoptée à Ouagadougou et présentée au Deuxième Forum Mondial de l'Eau à la Haye en mars 2000 ;
- Considérant l'adoption du Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest par la Conférence des Chefs d'Etat et



Photo de l'Assemblée Constitutive à Bamako (2002)
Constitutive Meeting picture in Bamako (2002)

Statutes establishing the West Africa Water Partnership

PREAMBLE

We, the West Africa Water Partners, herein assembled under a Constitutive Assembly in Bamako from the 25th to the 27th of March 2002,

- Concerned about both the quantitative and qualitative degradation of our water resources, environmental degradation as well as their negative consequences on the life of the people of West Africa;
- Concerned about the numerous problems confronting West African States in their quest to ensure a sustainable balance between the increasing demand for water and the limited water resources;
- Conscious of the fact that the sustainable management of the water resources of West Africa is one of the major stakes of the future;
- Conscious of the fact that the provi-

sion of potable water and basic health services to the poor are some of the key elements of poverty reduction;

- Conscious of the fact that the protection of freshwater resources and their quality can come about only through the integrated management of water resources in accordance with the provisions of Chapter 18 of Agenda 21 adopted by the United Nations Conference on Environment and Development held in Rio in June 1992;
- Conscious of the fact that an integrated management of water resources requires the social mobilization of all stakeholders within the water sector;
- Eager to co-operate in the water resources sector so as to help arrive at a consensus on water resources and their sustainable development within the sub-region;

- Considering the existence of the Global Water Partnership (GWP), and adhering to its aims and organisation;
- Considering the commitments inherent in the Ouagadougou Declaration of March 1998 adopted by the West African Conference on Integrated Water Resources Management;
- Considering the constitutive meeting of the West Africa Technical Consultative Committee of the Global Water Partnership held in January 1999 in Ouagadougou;
- Considering the West African Vision on water, life and environment in the 21st Century adopted in Ouagadougou and presented at the World Water Forum held in the Hague in March 2000;
- Considering the adoption of the Regional Plan of Action on Integrated Water Resources Management for West Africa by the Conference of Heads of State and Governments of the Economic Community of West African States at Bamako in December 2000;
- Considering the outcome of the con-

sultative meeting of the West Africa Regional Partnership held in Lome on the 5th and 6th of July 2001;

HAVE DECIDED AS FOLLOWS:

TITLE I – GENERAL PROVISIONS

Chapter I – Definitions

Article 1:

Within the context of these statutes, the following terms shall be defined as follows:

- **Integrated Water Resources Management (IWRM, for short):** "a process, which encourages coordinated management and development of water, land and related resources so as to ensure equitable maximization of the resultant economic and social well-being of the people without necessarily compromising the sustainability of the vital ecosystems". IWRM takes inspiration from the principles adopted at the Dublin and Rio conferences:
- Principle 1: Freshwater is a limited

de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, en décembre 2000 à Bamako ;

- Considérant les résultats de la réunion consultative sur la création du Partenariat Régional de l'Afrique de l'Ouest tenue à Lomé les 5 et 6 juillet 2001 ;

Décident :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I - Des définitions

Article 1

Au sens des présents statuts, les termes suivants sont définis comme suit :

- **Gestion intégrée des ressources en eau (en abrégé GIRE)** : « un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnées de l'eau, des terres et des ressources connexes, en vue de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social en résultant, sans pour autant compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux. » La GIRE

and vulnerable resource, indispensable to the sustenance of life, development and the environment.

• *Principle 2: Water development and management must be based on a participatory approach with the involvement of users, planners and political decision-makers at all levels*

• *Principle 3: Women play a dominant role in the provision, management and preservation of water*

• *Principle 4: Water has an economic value in all its competitive uses and must be recognized as an economic good.*

West Africa Vision for Water: "by the year 2025, water resources shall be managed efficiently, judiciously and in a sustainable manner so that access to potable and hygienic water enables us satisfy our essential needs, have access to sanitary installations, enjoy food security and poverty reduction as well as the protection of human health and the biodiversity of water and land ecosystems becoming a reality for all the inhabitants of the region".

s'inspire des principes adoptés en 1992 par les conférences de Dublin et Rio :

- **Principe 1** : L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable au maintien de la vie, au développement et à l'environnement.
- **Principe 2** : Le développement et la gestion de l'eau doivent se fonder sur une approche participative, impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux.
- **Principe 3** : Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.
- **Principe 4** : L'eau a une valeur économique dans tous ses usages concurrentiels et doit être reconnue comme un bien économique.

- Vision ouest-africaine de l'eau:

« à l'horizon 2025, les ressources en eau sont gérées de manière efficace, judicieuse et durable, de façon à ce que l'accès à l'eau potable salubre permettant de satisfaire les besoins essentiels, l'accès à des installations sanitaires, la sécurité alimentaire, le recul de la pauvreté, ainsi que la protection de la santé humaine et de la biodiversité des écosystèmes terrestres et aquatiques, soit une réalité pour tous les habitants de la région. »

Chapter II – Creation of the West Africa Water Partnership

Article 2

The West Africa Water Partnership, known in French as "le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest" with the official acronym of "GWP/WAWP herein referred to as "the Partnership" shall be formed among the water partners of the sub-region, adhering to the to the present statutes.

Article 3

The Partnership shall be an autonomous association, non-lucrative, apolitical and non-religious, formed into a regional network of partners interested in the promotion of IWRM.

Article 4

The headquarters of the Partnership shall be established in Ouagadougou. It can be transferred elsewhere in West Africa by a straightforward decision of the General Assembly of Partners.

Chapitre II - De la création du Partenariat Régional de l'Eau

Article 2

Il est institué entre les partenaires de l'eau de la sous-région adhérant aux présents statuts, le Partenariat régional de l'eau de l'Afrique de l'Ouest, en anglais « West African Water Partnership » et dont le sigle officiel est « GWP/WAWP », désigné dans ce qui suit par : « le Partenariat ».

Article 3

Le Partenariat est une association autonome, à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle, constituée en réseau régional de partenaires intéressés par la promotion de la GIRE.

Article 4

Le siège social du Partenariat est établi à Ouagadougou. Il peut être transféré en tout autre lieu de l'Afrique de l'Ouest sur simple décision de l'Assemblée des Partenaires.

Chapitre III - De la mission et des objectifs du Partenariat

Article 5

La mission fondamentale du Partenariat est de construire des alliances et de renforcer les capa-

cités institutionnelles de ses membres afin d'encourager et de fortifier des réseaux de recherche, d'expertise et d'information sur la GIRE.

Article 6

Les objectifs du Partenariat consistent à :

- promouvoir le développement durable par la gestion intégrée des ressources en eau, aux niveaux des pays et des bassins hydrographiques ;
- promouvoir la création de Partenariats Nationaux de l'Eau (en anglais Country Water Partnership et en abrégé CWP) dans les pays de la sous-région et les soutenir dans leurs actions visant à faciliter la mise en œuvre de la GIRE ;
- promouvoir l'adoption et l'application de bonnes pratiques de GIRE aux niveaux régional, national, local et au niveau des communautés ;
- contribuer à soutenir l'idée de partenariat dans le domaine de la gestion des ressources en eau aux niveaux mondial, régional et national ;
- appuyer les pays de la région Ouest Africaine pour dresser l'état des lieux de la gestion de leurs ressources en eau et pour identifier les lacunes et les nouveaux besoins dans la perspective de la mise en œuvre de la GIRE ;
- sensibiliser les gouvernements et

national, local and community levels;

- *Contributing to sustain the partnership idea in the area of water resources management at the global, regional and national levels;*

- *Assisting countries of the West African sub-region to take stock of the management of their resources, identify the inadequacies and the emerging needs within the perspective of the creation of IWRM;*

- *Sensitizing Governments and Developing Partners to provide the critical needs for IWRM in the West African sub-region;*

- *Helping in the development of the tools of institutional, technical and financial management for the control and monitoring of water resources;*

- *Developing permanent relationship among organizations, stakeholders and partners responsible for integrated water resources management and encouraging the exchange of know-how, expertise, experiences and integrated water management practices amongst them;*



les partenaires au développement à la nécessité de satisfaire les besoins critiques en matière de GIRE dans la région Ouest Africaine ;

- aider au développement des outils de gestion institutionnelle, technique et financière de maîtrise et de suivi des ressources en eau ;
- développer des relations permanentes entre les organismes, acteurs et partenaires chargés de la gestion intégrée des ressources en eau et favoriser entre

eux les échanges de connaissances, d'expertises, d'expériences et de pratiques de gestion intégrée des ressources en eau ;

- favoriser la formation, la recherche fondamentale et la recherche-action ainsi que l'information des membres, des élus locaux, de la société civile, des représentants des usagers, des acteurs de la gestion de l'eau, des dirigeants et des personnels des organismes chargés de la gestion de l'eau ;

- encourager l'éducation et la sensibilisation des populations sur les questions de ressources en eau ;

- aider les membres à diffuser les résultats de leurs travaux allant dans le sens des objectifs poursuivis par le Partenariat ;
- organiser et animer des forums de discussion à caractère scientifique, technique, éducationnel, juridique, économique, social, politique, au niveau international, national, régional ou local ;

- aider à prévenir ou à régler les conflits relatifs à l'utilisation des ressources en eau transfrontières.

Chapitre IV - Des membres

Article 7

Peuvent être membres du Partenariat :

- les États, les partenariats nationaux de l'eau, les organismes sous-régionaux d'intégration politique et économique ainsi que les organisations non-gouvernementales, nationales ou internationales ;
- les collectivités locales ;
- les organismes et autorités de bassins hydrographiques ;
- les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale ;
- les institutions de formation et de recherche ;
- les entreprises et sociétés privées et les associations professionnelles ;
- et toutes autres parties prenantes du secteur de l'eau qui reconnaissent les principes de gestion intégrée des ressources en eau consacrés par la Vision ouest africaine de l'eau, et s'engagent à les mettre en œuvre.

- Promoting training, fundamental research and action-oriented research as well as the provision of information to members, locally-elected representatives of the people, the civil society, representatives of users, stakeholders in water management, leaders and personnel of organizations responsible for water management;
- Encourage the education and sensitization of the people on matters related to water resources;
- Helping members disseminate the results of their activities carried out within the purview of the objectives pursued by the Partnership;
- Creating and providing scientific, educational, judicial, economic, social and political forums at international, national, regional and local levels;
- Helping to prevent or resolve conflicts related to the utilization of cross-border water resources.

Chapter IV – The Membership

Article 7

Only the following can be members of the Partnership:

- Governments, national water partnerships, sub-regional bodies of political and economic integration as well as non-governmental, national and international organisations;
- Local authorities;
- Bodies and authorities managing hydrographical basins;
- Organisations for bilateral and multilateral co-operation;
- Institutions of training and research;
- Enterprises, private companies and professional bodies;
- And all other stakeholders within the water sector recognising the principles of integrated water resources management as enshrined in the West African water vision and committing themselves to its implementation.

TITLE II – ORGANIZATION AND FUNCTIONING

Chapter I – The Organs of the West Africa Water Partnership

Article 8

The following shall be the organs of the Partnership:

- The Assembly of Partners (to be known for short as AP);
- The Steering Committee (to be known for short as SC);
- The Technical Committee (to be known for short as TC);
- The Executive Secretariat (to be known for short as ES)

Article 9

The organs of the partnership shall exercise their functions and work within the limits of the powers conferred on them by the present statutes.

Chapter II – The Assembly of Partners

Article 10

The Assembly of Partners shall be constituted by the totality of the membership of the Partnership.

Article 11

The Assembly of Partners shall be the controlling organ of the Partnership. It shall see to the proper fulfilment of the aims and objectives of the Partnership. For this reason, the Assembly of Partners shall exercise the following responsibilities, among others:

- Outline the strategic orientations of the Partnership and define its policy;
- Approve the appointment of the Chairman of the Partnership, the Steering Committee members as well as that of the Technical Committee Chairman and its members;
- Determine the levels of remuneration for the positions of the various organs of the Partnership;
- Examine the reports of the Steering Committee and the Executive Secretariat.

TITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Chapitre I - Des organes du Partena- riat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest

Article 8

Les organes du Partenariat sont les suivants :

- L'Assemblée des Partenaires (en abrégé AP) ;
- Le Comité de Pilotage (en abrégé CP) ;
- Le Comité Technique (en abrégé CT) ;
- Le Secrétariat Exécutif (en abrégé SE).

Article 9

Les organes du partenariat exercent leurs fonctions et agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par les présents statuts.

Chapitre II - De l'Assemblée des Partena- ires

Article 10

L'Assemblée des Partenaires est constituée par l'ensemble des membres du Partenariat.

Article 12

The Assembly of Partners shall hold an ordinary session to be convened every two years by its Chairman, and in case of need, hold an extraordinary session according to the modalities defined in the Regulations of the Partnership.

Article 13

The Assembly of Partners shall preferably take its decisions by consensus.

Chapter III – The Chairman of the Partnership

Article 14

The Chairman of the Partnership shall preside over the Assembly of Partners and the Steering Committee. He shall be the official mouthpiece and representative of the Partnership in all its civil life transactions. He may delegate his powers to any member of the Steering Committee.

Article 15

The Chairman of the Partnership shall be recruited from among the political, scientific or technical personalities of

Article 11

L'Assemblée des Partenaires est l'organe directeur du Partenariat. Elle veille à la bonne réalisation des objectifs du Partenariat. A ce titre, l'Assemblée des Partenaires exerce, entre autres, les responsabilités suivantes :

- elle fixe les orientations stratégiques et définit la politique du Partenariat ;
- elle approuve la nomination du Président du Partenariat, des membres du Comité de Pilotage, ainsi que celles du Président et des membres du Comité Technique ;
- elle fixe les niveaux de rémunération des postes des différents organes du Partenariat ;
- elle examine les rapports du Comité de Pilotage et du Secrétariat Exécutif.

Article 12

L'Assemblée des Partenaires se réunit tous les deux ans en session ordinaire sur convocation de son président et, en cas de besoin, en session extraordinaire, selon des modalités définies par le Règlement Intérieur du Partenariat.

Article 13

L'Assemblée des Partenaires prend ses décisions de préférence par consensus.

the West African sub-region having a recognised experience in co-operation and partnership work as well as the ability to convince players in this field.

Article 16

The Chairman of the Partnership shall exercise the following responsibilities;

- Assume responsibility of all the organs of the Partnership;
- See to the implementation of the decision of the Assembly of Partners and the Steering Committee;
- Take all initiatives suitable for the promotion of the Partnership at the global, regional and national levels;
- Convene and preside over the General Assembly of the Partnership as well as the meetings of the Steering Committee;
- Present a report on the Partnership to members;
- Undertake financial negotiations;
- Establish relationships with the Chairmen of other Regional Partnerships, the Presidency of the GWP, etc.

Chapitre III - Du Président du Partena- riat

Article 14

Le Président du Partenariat préside l'Assemblée des Partenaires et le Comité de Pilotage. Il est le porte-parole et le représentant officiel du Partenariat dans tous les actes de la vie civile. Il peut déléguer ses pouvoirs à tout autre membre du Comité de Pilotage.

Article 15

Le Président du Partenariat est recruté parmi les personnalités politiques, scientifiques ou techniques de la région ouest africaine ayant une expérience reconnue de la coopération et du travail en

réseau et possédant une capacité de conviction des acteurs.

Article 16

Le Président du Partenariat exerce les responsabilités suivantes :

- il assure la responsabilité de tous les organes du Partenariat
- il fait exécuter les décisions de l'Assemblée des Partenaires et du Comité de Pilotage ;
- il prend toute initiative propre à promouvoir le Partenariat au niveau mondial, régional et national ;
- il convoque et préside les assemblées générales du Partenariat et les réunions du Comité de Pilotage ;
- il prend compte de la vie du Partenariat à ses membres ;



Article 17

The Chairman of the Partnership shall work on part-time basis for an annual duration specified in the Regulation. The duration of his/her term of office shall be two (2) years, renewable only once.

Article 18

The remuneration of the Chairman shall be proposed by the Steering Committee and approved by the Assembly of Partners.

Chapter IV – The Steering Committee

Article 19

The Steering Committee shall emanate from the Assembly of Partners.

It shall have the responsibility of:

- Seeing to the implementation of the decisions of the Assembly of Partners aimed at achieving the objectives of the Partnership;
- Formulating recommendations of the Assembly of Partners on all matters related to the life of the Partnership;

- Approving the programmes and budgets drawn by the Executive Secretariat;
 - Proposing to the Assembly of Partners the appointment of the Chairman of the Partnership, the Executive Secretary and the Chairman of the Technical Committee;
- All other duties that the Assembly of Partners may assign to it.*

Article 20

The Steering Committee shall be composed of the following:

- Two representatives of the Countries Water Partnerships;
- Two representatives of partners countries;
- One representative of basins organisations
- One representative of non-governmental organisations;
- One representative of women organisations;
- One representative of youth organisations;
- One representative from inter-governmental organisations;
- One representative of training and

- il négocie les financements ;
- il entretient les relations avec les présidents des autres partenariats régionaux, avec la Présidence du GWP, etc.

Article 17

La durée du mandat du Président est de deux (2) ans renouvelables une seule fois.

Article 18.

Le Président est rémunéré à temps partiel pour une durée annuelle fixée par le Règlement intérieur. Sa rémunération est proposée par le Comité de Pilotage et approuvée par l'Assemblée des Partenaires.

Chapitre IV - Du Comité de pilotage

Article 19

Le Comité de Pilotage est une émanation de l'Assemblée des Partenaires. Il est chargé :

- de veiller à l'exécution des décisions de l'Assemblée des Partenaires en vue d'atteindre les objectifs du partenariat ;
- de formuler des recommandations à l'Assemblée des Partenaires sur tous les sujets relatifs à la vie du Partenariat ;
- d'approuver les programmes et les budgets élaborés par le Secrétariat Exécutif ;
- de proposer à l'Assemblée des Partenaires la nomination du

Président du Partenariat, du Secrétaire Exécutif et du Président du Comité Technique ;

- et de toute autre responsabilité qui peut lui être déléguée par l'Assemblée des Partenaires.

Article 20

Le Comité de Pilotage est composé comme suit :

- deux représentants des Partenariats Nationaux de l'Eau ;
- deux représentants des Etats partenaires ;
- un représentant des organismes de bassins ;
- un représentant des organisations non gouvernementales ;
- un représentant des organisations de femmes ;
- un représentant des organisations de jeunes ;
- un représentant des organisations intergouvernementales ;
- un représentant des institutions de formation et de recherches ;
- deux représentants des institutions privées ;
- un représentant du Groupe des Partenaires financiers ;
- deux représentants des associations professionnelles de l'eau.

Siègent également au Comité de Pilotage, en qualité d'observateurs permanents, les organisations d'intégration régionale :

- la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- l'Union Economique et Moné-

taire Ouest Africaine (UEMOA) ;

- et toute autre organisation dont la présence permanente aux côtés du Partenariat sera jugée utile par l'Assemblée des Partenaires.

Article 21

Le Comité de pilotage se réunit deux fois par an et plus si besoin est.

Article 22

Les membres du Comité de Pilotage sont choisis par l'Assemblée des Partenaires parmi les membres du Partenariat. Chaque partenaire choisi désigne nommément son représentant qui doit toujours être le même pour la durée de son mandat. La fonction de membre du Comité de Pilotage est gratuite.

Article 23

La durée du mandat des membres du Comité de Pilotage est de deux ans. Les membres sont renouvelés aux tiers tous les deux ans à l'occasion de la tenue de l'Assemblée des Partenaires. La proposition de remplacement est soumise à l'approbation de l'Assemblée des Partenaires par le Comité de Pilotage.

Chapitre V - Du Comité Technique

Article 24

Le Comité Technique est un organe consultatif qui a pour mission d'assurer la réflexion prospective, de donner des avis et d'assurer l'assurance qualité de tous les programmes du Partenariat. A cet titre, il est chargé :

- de mener des réflexions sur la GIRE et de donner des avis sur le programme de travail du Partenariat en la matière ;
- d'analyser les questions stratégiques ayant des impacts sur la gestion des ressources en eau ;
- de faciliter et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, calendriers et plans du Partenariat ;
- de produire des directives sur les choix des priorités et sur l'assurance qualité des projets proposés ;
- d'élaborer et de présenter son propre rapport d'activités annuel au Comité de Pilotage ;
- d'apporter au Secrétariat Exécutif les éléments utiles à l'élaboration des termes de références des consultants ;
- d'approuver les rapports d'études thématiques exécutés par les consultants ;
- d'entretenir des relations avec les autres Comités techniques régionaux et avec le Comité technique mondial ;
- d'appuyer les partenariats natio-

research institutions;

- Two representatives of private institutions;
- One representative of the group of financial partners;
- Two representatives of professional water associations.

Also serving on the Steering Committee as permanent observers, shall be organisations for regional integration:

- The Economic Community of West African States (ECOWAS);
- The West African Economic and Monetary Union (UEMOA);
- and any other organisation whose permanent association with the Partnership can be considered useful by the Assembly of Partners

Article 21

The Steering Committee shall meet twice a year or more when the need arises.

Article 22

The Assembly of Partners shall choose the Steering Committee members from the membership of the Partnership. Each chosen partner shall designate a

representative by name who remains that same person for the duration of his term of office. The activities performed by a Steering Committee member shall not be paid for.

Article 23

The duration of the mandate of members of the Steering Committee shall be two (2) years. A third of the membership shall be renewable every two years by the Assembly of Partners. The proposal for replacement shall be made by the Steering Committee subject to approval of the General Assembly.

Chapter V – The Technical Committee

Article 24

The Technical Committee shall be a consultative body with the duty of carrying out prospective reflection, giving its opinion and ensuring the quality control of all the activities of the Partnership. For this reason, it shall be responsible for:

- Making reflections on IWRM and

giving its technical opinion on the working programme of the Partnership

- Analysing strategic matters impacting on water resources management;
- Facilitating and supporting the drawing-up and the implementation of the programmes, schedules and plans of the Partnership;
- Issuing directives on the choice of priorities and the quality control of proposed projects;
- The drawing-up and the presentation of its own annual report of activities to the Steering Committee;
- Bringing its expertise to the Executive Secretariat for the drawing-up of the terms of reference for consultants;
- Approving thematic study reports done by consultants;
- Forging relationships with the other regional Technical Committees and the Global Technical Committee;
- Providing support to country water partnerships in the drawing-up of their work programmes and in the monitoring of the implementation of those programmes;

- Representing the Partnership at technical and scientific meetings.

Article 25

The Technical Committee shall comprise six members, including the Chairman, selected by the Steering Committee after an invitation of applications for these positions.

The composition of the Technical Committee must reflect as much as possible the diversity of the scientific and technical areas which are of interest to the water sector. The members of the Technical Committee must have a high level of knowledge in these technical and scientific domains.

Article 26

The Technical Committee shall meet as and when it becomes necessary.

Article 27

A Chairman whose mandate shall last for three years, renewable only once shall head the Technical Committee.

Article 28

The Chairman of the Technical Committee as well as the members of the



- du suivi et de l'évaluation du fonctionnement des Partenariats Nationaux de l'Eau ;
- de l'élaboration des programmes et budgets du Partenariat ;
- de la convocation et de l'organisation des réunions de tous les organes du Partenariat ;
- de l'élaboration des demandes de financement du Partenariat, du suivi de leur mobilisation et de l'appui aux Partenariats Nationaux de l'Eau en vue de la mobilisation de leurs propres financements.

Article 31

L'organisation interne du Secrétariat Exécutif est proposée par le Secrétaire Exécutif et approuvée par le Comité de Pilotage.

Article 32

Au niveau interne, le Secrétaire Exécutif remplit les fonctions suivantes :

- il assure la coordination, le suivi et le contrôle de la bonne exécution des activités du Secrétariat Exécutif ;
- il recrute le personnel d'appui du secrétariat ; il organise et contrôle son travail ;
- il vise les documents administratifs et ceux liés à l'exécution des projets, contrats, conventions et assimilés ;
- il élabore le budget de fonctionnement du Partenariat.

naux de l'eau dans l'élaboration de leurs programmes de travail et dans le suivi de leur exécution ;

- de représenter le Partenariat dans les rencontres scientifiques et techniques.

Article 25

Le Comité Technique comprend six membres, y compris le Président, sélectionnés par le Comité de Pilotage après appel à candidatures.

La composition du Comité Technique doit refléter aussi fidèlement que possible la diversité des domaines scientifiques et techniques intéressant le secteur de l'eau. Les membres du Comité Technique doivent avoir un haut niveau scientifique et technique dans ces différents domaines.

Article 26

Le Comité Technique se réunit chaque fois que de besoin.

Article 27

Le Comité Technique est dirigé par un Président dont le mandat est de trois ans renouvelable une seule fois.

Article 28

Le Président et les autres membres du Comité Technique sont rémunérés à temps partiel. Le nombre de jours de travail annuel du Président et des membres est défini par le règlement intérieur.

Chapitre VI - Du Secrétariat Exécutif

Article 29

Le Secrétariat Exécutif est dirigé par un Secrétaire Exécutif qui est

le responsable du suivi administratif et de l'exécution au quotidien des programmes et décisions du Partenariat. Il assure le secrétariat de tous les organes du Partenariat. Il représente le Partenariat aux réunions des Partenariats Nationaux de l'Eau. Il entretient des relations régulières de travail avec le Secrétariat du GWP et avec ceux des autres Partenariats Régionaux de l'Eau.

Article 30

Le Secrétariat exécutif est chargé :

- de la mise en œuvre des décisions du Comité de Pilotage et de l'Assemblée des Partenaires ;
- de la gestion de l'ensemble du patrimoine du Partenariat ;
- du suivi de la mise en place des Partenariats Nationaux de l'Eau ;

nally, perform the following functions:

- He shall coordinate, monitor and see to the smooth performance of the activities of the Executive Secretariat;
- He shall recruit the supporting staff of the secretariat and organise them appropriately;
- He shall initial administrative documents and those linked to the execution of projects, contracts, conventions and related activities;
- He shall prepare a working budget for the Partnership.

Article 33

The Executive Secretary shall be recruited by the Partnership on the advice of the Steering Committee. He shall serve a three-year term of office, which is renewable only once.

Article 34

The Executive Secretary and the supporting staff shall be employed on full-time basis. Their remuneration shall be fixed by the Steering Committee.

said committee shall be engaged on part-time basis by the Partnership on the recommendations of the Steering Committee. The number of working days of the Chairman and members is defined by the regulations.

Chapter VI – The Executive Secretariat

Article 29

The Executive Secretariat shall be headed by an Executive Secretary who is in charge of the administration and the day-to-day implementation of the programmes and decisions of the Partnership. He operates the secretariat of all the organs of the Partnership. He represents the Partnership at all meetings of the Countries Water Partnerships. He shall establish regular working relationship with the GWP secretariat and the secretariats of the other Regional Water Partnerships.

Article 30

The Executive Secretariat shall be responsible for:

- Implementing the decisions of the Steering Committee and the Assembly of Partners;
- Managing the totality of the Partnership heritage;
- Monitoring the establishment of the Country Water Partnerships;
- Monitoring and evaluation of the functions of the Country Water Partnerships;
- Drawing up the programmes and budget of the Partnership;
- Convening and organising meetings of all the organs of the Partnership;
- Drafting the Partnership's financial demands, monitoring their mobilization and support to the Country Water Partnerships by way of helping them to mobilize their own funds.

Article 31

The internal organisation of the Executive Secretariat shall be proposed by the Executive Secretary and approved by the Steering Committee.

Article 32

The Executive Secretary shall, inter-

TITLE III – COUNTRY WATER PARTNERSHIPS

Article 35

In any country of the sub-region where a country water partnership is non-existent, the partners of that country must work together to create one. To this end, they can request for support from the Regional Water Partnership.

TITLE IV – GLOBAL WATER PARTNERSHIP (GWP)

Article 36

The GWP shall constitute a family in which the regional and countries water partnerships shall set for themselves the duty of promoting the values necessary for the development of IWRM. The West Africa Water Partnership shall subscribe to these values and observe the functioning guidelines adopted at the global level. It shall also contribute to the promotion of GWP.

Article 33

Le Secrétaire Exécutif est recruté par le Partenariat sur proposition du Comité de Pilotage. Son mandat est de trois ans renouvelable une seule fois.

Article 34

Le Secrétaire Exécutif et le personnel d'appui sont recrutés à temps plein. Leurs rémunérations sont fixées par le Comité de Pilotage.

TITRE III – PARTENARIATS NATIONAUX DE L'EAU

Article 35

Dans tout pays de la sous-région où il n'existe pas encore de partenariat national de l'eau, les partenaires de ce pays doivent conjuguer leurs efforts pour en créer un. A cette fin, ils peuvent requérir l'appui du Partenariat Régional de l'Eau.

TITRE IV – PARTENARIAT MONDIAL DE L'EAU

Article 36

Le Partenariat mondial de l'eau (GWP) forme une famille dans laquelle les partenariats régionaux et nationaux de l'eau ont pour

mission de promouvoir les valeurs sur lesquelles se fonde le développement de la GIRE. Le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest souscrit à ces valeurs et observera les lignes directrices de fonctionnement adoptées à l'échelle mondiale. Il contribuera également à la promotion du GWP.

TITRE V – RESSOURCES

Article 37

Les ressources du Partenariat comprennent :

- les cotisations annuelles des Partenaires ;
- les contributions volontaires des agences et fondations bilatérales, multilatérales et internationales de coopération et de développement ;
- les contributions financières éventuellement demandées aux participants des réunions et manifestations organisés par le Partenariat ;
- les subventions, dons et legs ;
- et toutes autres ressources mobilisables par le Comité de Pilotage, compatibles avec les objectifs du Partenariat et autorisées par la Loi.

TITRE V – RESOURCES

Article 37

The resources of the Partnership shall comprise:

- The annual dues of the partners
- The voluntary contributions of bilateral and multilateral agencies and foundations of co-operation and development
- The financial contributions which might be required of participants attending meetings and events organised by the Regional Partnership;
- Subventions, gifts and legacies;
- and all other resources, compatible with the objectives of the Partnership and authorized by law, that the Steering Committee is capable of mobilizing.

TITRE VI – REGULATIONS

Article 38

The Steering Committee shall draw up regulations for the Partnership to be subjected to approval by the

Assembly of Partners.

The regulations shall specify, among others, the internal rules that shall apply in the following areas:

- Conditions for membership, resignation and dismissal of members from the Partnership
 - Conditions of eligibility for membership of the Steering Committee, the Technical Committee and the Executive Secretariat;
 - Rules for human resources, material and financial management of the Partnership;
 - Rules for internal control and procedure manual
- Settlement of disputes.

TITRE VII – FINANCIAL CONTROL

Article 39

The Steering Committee shall appoint auditors who shall be responsible for the preparation of a report on the sincerity and accuracy of the accounts of the financial year. The auditors' report shall be presented at the statutory meeting of the Assembly of Partners.

TITRE VI – REGLEMENT INTERIEUR

Article 38

Le Comité de Pilotage élaborera un règlement intérieur du Partenariat qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée des partenaires.

Le Règlement Intérieur définit, entre autres, les règles internes à appliquer dans les domaines suivants :

- conditions d'adhésion, de démission et de radiation des membres du Partenariat ;
- conditions à remplir pour être membre du Comité de Pilotage, du Comité Technique et du Secrétariat Exécutif ;
- règles de gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Partenariat ;
- manuel de procédures et règles de contrôle interne ;
- règlement des litiges.

TITRE VII – CONTROLE FINANCIER

Article 39

Le Comité de Pilotage désigne les auditeurs et les commissaires aux comptes chargés de rédiger un rapport sur la sincérité et la véracité des comptes de l'exercice. Le rapport des commissaires aux

comptes est transmis à la réunion statutaire de l'Assemblée des Partenaires.

TITRE VIII – MODIFICATION DES STATUTS

Article 40

Toute modification aux présents statuts doit être adoptée par l'Assemblée des Partenaires.

TITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La dissolution du Partenariat ne peut être prononcée que par l'Assemblée des Partenaires. Comme toute décision de l'Assemblée des Partenaires, cette décision ne peut être prise que par consensus.

Article 42

En cas de dissolution prononcée, les actifs du Partenariat sont dévolus au GWP ou à une autre association de la sous-région poursuivant des buts similaires.

**Fait, à Bamako, le 26 mars 2002
Pour l'Assemblée des Partenaires
Le Président**



TITRE VIII – AMEND- MENT OF STATUTES

Article 40

Any amendments of the present statutes must be adopted by the Assembly of Partners.

TITRE IX – FINAL PROVISIONS

Article 41

Dissolution of the Partnership can only be declared by the Assembly of Partners. Like any decision of the Assembly of Partners, this decision can only be taken by consensus.

Article 42

In case of the pronouncement of dissolution, the assets of the Partnership shall be vested in the GWP or in another association of the sub-region pursuing similar goals.

**Done at Bamako on
the 26th March 2002**

**For the Assembly of Partners,
The Chairman**

DOCUMENTATION

